



# BAROMÈTRE 2016 DE L'EAU DE L'HYGIÈNE & DE L'ASSAINISSEMENT

État des lieux de l'accès à une ressource vitale #02 MARS 2016

AVEC LA PARTICIPATION DE DAVID BLANCHON | CÉLINE HERVÉ BAZIN | BRICE LALONDE | GÉRARD PAYEN | DOMINIQUE PORTEAUD | THIERRY VANDELDELDE

## ÉDITORIAL



Privège rare, notre planète dispose d'eau liquide à perpétuité, indéfiniment recyclée, inégalement répartie, indispensable à la vie, présente dans tous les corps. L'eau est la bonne à tout faire. Elle abrite des hôtes dans ses marais, lacs et rivières. Elle dissout les minéraux, mouille les sols, étanche la soif, irrigue les cultures, abreuve les animaux, porte les bateaux, tourne les turbines, refroidit les machines, embellit les villes, conduit la chaleur, crée du froid, lave ce qui est sale, évacue les déchets... Il n'est quasiment aucune activité qui n'ait besoin d'elle.

Pour peu qu'elle soit respectée, la nature garantit qu'il y aura toujours autant d'eau à la surface de la planète. Mais non qu'elle soit présente également sur tous les continents tous les jours de l'année, disponible, accessible et propre. Hélas, ses trombes et ses absences sont également dévastatrices. Les riches peuvent s'en accommoder. Les pauvres ont leur vie brisée par la violence d'une crue. Leurs enfants souffrent d'une eau sale ou parasitée. Une sécheresse persistante met à mal leurs cultures et leurs troupeaux, menace leur survie.

L'eau a toujours été le souci des sociétés humaines, mais elle était gérée localement. Les ingénieurs et les organismes de bassin ont pris le relais des canaux d'irrigation et des aqueducs. Les hydrologues et les météorologues ont élargi le regard. Aujourd'hui, la question de l'eau prend une dimension globale car la quantité d'eau disponible par humain diminue et parce que le changement climatique modifie la répartition et les volumes de l'évaporation et des précipitations. Comment gérer l'eau au nord du Chili si l'on ne sait pas qu'El Niño peut survenir ?

La théorie du réverbère explique que l'on cherche ses clés là où le réverbère éclaire, mais non ailleurs. Cette métaphore avertit du risque de se concentrer sur un sujet au détriment de la vue d'ensemble. Notre monde prend peur, à juste titre, des conséquences des combustions des énergies fossiles. Il a créé un organisme de compilation scientifique sur le changement du climat appelé le GIEC. Il mène des négociations difficiles autour de la question de l'énergie. Tout n'est plus que calories et kilowattheures. Mais il n'est guère de traité international sur l'eau, sauf pour demander une coopération autour de fleuves, comme si l'équité ne commandait pas de corriger les inégalités d'accès à un élément plus crucial encore que l'énergie.

Or les chiffres sont effarants. L'ordre de grandeur du nombre d'humains privés d'eau potable et buvant de l'eau contaminée est de 2 milliards et il y a entre 3 et 4 milliards de personnes dont les droits en matière d'accès à l'eau potable ne sont pas satisfaits. Quant à l'assainissement, c'est bien pire. Dans les villes qui bourgeonnent, les citadins qui en manquent sont de plus en plus nombreux. L'humanité est donc menacée d'une régression dans sa liberté et ses capacités d'action. Cette régression risque d'entraîner dans sa dérive tous les aspects d'une bonne gestion de l'eau au service des hommes et de la nature. Elle pourrait conduire à d'importants déplacements de populations. L'urgence est donc criante, mais le réverbère est défaillant. Les Nations unies ont bien proclamé que l'accès à l'eau est un droit fondamental et elles viennent de le confirmer dans les Objectifs de Développement Durable pour 2030, mais elles n'ont guère les moyens d'en stimuler la mise en œuvre.

Pourtant les spécialistes, les entrepreneurs, les acteurs humanitaires et de développement sont là. Ils s'activent, ils tirent la sonnette d'alarme. Les politiques, les investisseurs, le grand public n'ont pas encore entendu.

C'est donc à une mobilisation pour l'eau qu'il faut se consacrer. Une mobilisation scientifique, technique, économique et politique qu'il faut inventer et mener à bien.

## BRICE LALONDE

BAROMÈTRE 2016 DE L'EAU, DE L'HYGIÈNE & DE L'ASSAINISSEMENT N°02,  
ÉTAT DES LIEUX DE L'ACCÈS À UNE RESSOURCE VITALE

Une publication proposée par SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

Directeur de la publication Jean-Yves Troy | Directeur de la communication Renaud Douci

Rédaction en chef Tugdual de Dieuleveult | Rédaction Alain Boinet, Tugdual de Dieuleveult, Renaud Douci, Alexandre Giraud, Anne-Lise Lavaur, Jean-Marc Leblanc, Jean-Yves Troy | **Contributeurs** David Blanchon, Céline Bracq, Céline Hervé Bazin, Brice Lalonde, Guillaume Le Loup, Kristel Malègue, Gérard Payen, Dominique Porteaud, Nicolas Rochas, Michel Stein, Thierry Vandeveldel, Gary White

Photos SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, Tugdual de Dieuleveult, ECHO, Vincent Tremaux

Conception graphique et illustration F. Javelaud | Impression Le Réveil de la Marne | Merci aux éditions

Autrement et à David Blanchon pour la carte des tensions liées à l'eau tirée de son Atlas Mondial de l'eau.

Contact presse : Tugdual de Dieuleveult - Tel : +33 (0)1 76 21 87 11 - Mail : tdedieuleveult@solidarites.org



## SOMMAIRE

3	SONDAGE LES FRANÇAIS & LA QUESTION DE L'EAU
5	LES CHIFFRES DE L'EAU
6	EAU SOURCE D'ENGAGEMENT
7	COMBATS INSTITUTIONNELS
8	L'EAU, NOUVEL OBJECTIF DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
10	RENCONTRE ALAIN BOINET & BRICE LALONDE
12	EAU SOURCE DE COOPÉRATION
14	CARTES DES RESSOURCES EN EAU
16	UNE ACTION HUMANITAIRE RESPONSABLE ET EFFICACE POUR L'ACCÈS À L'EAU
18	EAU ET ASSAINISSEMENT
19	EAU ET DÉVELOPPEMENT
20	L'EAU UNE PRIORITÉ DE L'ACTION HUMANITAIRE
21	EAU SOURCE DE MALADIES
22	MALADIES LIÉES À L'EAU
24	SUR LE FRONT DU CHOLÉRA
25	SUR LE FRONT D'EBOLA
26	L'EAU QUI COMMUNIQUE
28	AGENDA 2016

## SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

L'assistance d'urgence aux victimes de conflits, de catastrophes naturelles et d'épidémies, prolongée par une aide au relèvement précoce, est la raison d'être de l'association humanitaire SOLIDARITÉS INTERNATIONAL depuis plus de 35 ans. L'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement est au cœur de l'expertise de nos équipes et de leur intervention sur le terrain. Présentes actuellement dans une vingtaine de pays, elles apportent une aide humanitaire vitale à plus de 5 millions de personnes, sans aucune autre considération que celle de leurs besoins, dans le respect de leur dignité, sans juger ni prendre parti, fondements de l'action humanitaire.  
[solidarites.org](http://solidarites.org)

# Accès à l'eau potable : un enjeu important, mais largement sous-estimé



UN SONDAGE  
COMMENTÉ  
PAR JEAN-YVES TROY  
Directeur général  
de SOLIDARITÉS  
INTERNATIONALE

Avec la participation  
de Céline Bracq, Directrice  
générale d'Odoxa  
et d'Alexandre Giraud,  
Directeur des opérations  
de SOLIDARITÉS  
INTERNATIONALE

Dans le cadre de notre baromètre de l'eau publié pour la Journée Mondiale de l'Eau, nous avons demandé à l'institut de sondage Odoxa de mesurer l'importance de cet enjeu pour les Français, mais aussi leur niveau de connaissance.

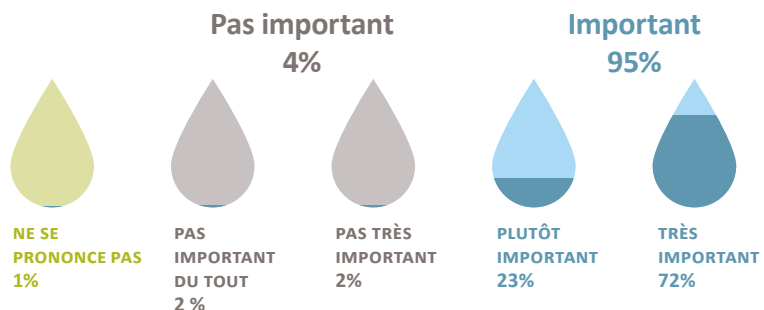
2,6 millions de personnes meurent chaque année de maladies liées à l'eau et à un environnement insalubre. Les acteurs humanitaires que nous sommes mènent contre ce fléau un combat quotidien. En agissant sur le terrain des crises les plus sévères, mais aussi en faisant entendre au grand public, aux médias et aux instances internationales la voix de celles et ceux qui souffrent de ce manque d'accès à l'eau potable et qui ne peuvent s'exprimer.

Si nous dressons chaque année un état des lieux de cette ressource vitale, c'est pour mieux en suivre l'évolution, les réussites, les obstacles, et vérifier que les engagements pris par la communauté internationale sont bel et bien respectés. Dans notre volonté d'éclairer le grand public sur cet enjeu dont l'humanité doit s'emparer pour sa propre survie et son développement, il nous fallait aussi mesurer son intérêt et ses connaissances. C'est chose faite avec ce sondage.



## ACCÈS À L'EAU POTABLE : UN ENJEU IMPORTANT POUR TOUS LES FRANÇAIS

Et pour vous, cet enjeu de l'accès à l'eau potable dans le monde est-il...



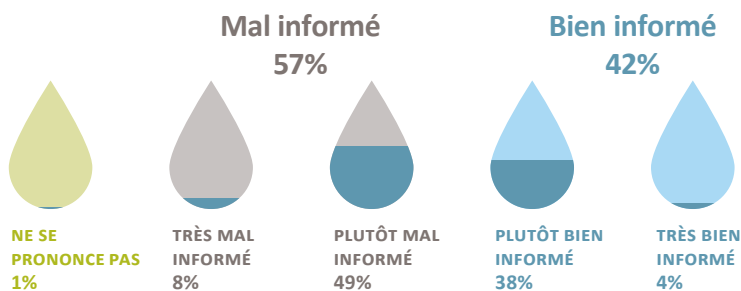
↑ Quasiment tous les Français (95%) considèrent que l'accès à l'eau potable est un enjeu important

L'accès à l'eau potable est loin d'être un enjeu négligeable pour les personnes interrogées. 95% de nos concitoyens le jugent même important. "Nous ne sommes pas avec cette question sur une priorité "molle", indique Céline Bracq, directrice générale d'Odoxa, puisque 72% des Français estiment qu'il s'agit même d'un sujet très important. Il s'agit donc très clairement d'un sujet, qui, s'il était davantage médiatisé, retiendrait bien l'attention du public. Toutes les catégories de Français partagent d'ailleurs très majoritairement cette opinion, en particulier les cadres et chefs d'entreprise : 74% contre 62% des ouvriers et employés, ainsi que les retraités (83%)."



## MAIS 6 FRANÇAIS SUR 10 ADMETTENT UN DÉFICIT D'INFORMATIONS SUR LE SUJET

À propos des questions liées aux problèmes de l'eau dans le monde (accès à l'eau, maladies causées par l'ingestion de l'eau insalubre...). Diriez-vous que vous êtes :



↑ Mais ils connaissent mal le sujet et sous-estiment très largement les conséquences du problème de l'accès à l'eau potable...

Le public français se sent pour le moment très largement ignorant sur ces questions. 57% des Français se disent mal informés sur ces sujets : 49% "plutôt mal informés" et 8% "très mal". Les ouvriers et employés seraient les moins informés (65%) et particulièrement les ouvriers (70%).

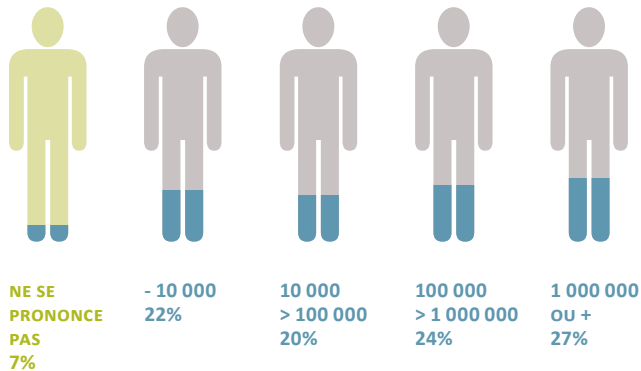


3

### LA MORTALITÉ DUE AUX MALADIES LIÉES À L'EAU SOUS-ESTIMÉE DE MOITIÉ

Selon vous, combien de personnes meurent chaque année de maladies liées à l'eau et à un environnement insalubre ?

Estimation moyenne  
1 035 899 personnes



DANS LES FAITS : 2,6 MILLIONS DE PERSONNES MEURENT CHAQUE ANNÉE DU MANQUE D'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET À L'ASSAINISSEMENT, SOIT 5 TOUTES LES MINUTES.

← Dans les faits : 2,6 millions de personnes meurent chaque année du manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, soit 5 toutes les minutes.

“ Dans les faits, le petit “test” que nous avons fait passer à l'échantillon représentatif interrogé montre que l'ampleur de l'enjeu est mal appréhendé, souligne Céline Bracq. Les Français estiment à un peu plus d'un million le nombre de personnes qui meurent chaque année à cause d'un manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement.” Ils sous-évaluent donc de plus de moitié cette conséquence dramatique, puisque ce sont en réalité 2,6 millions de personnes qui décèdent chaque année à cause de ce déficit d'accès.

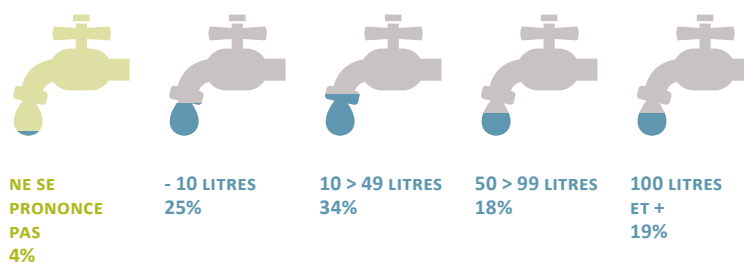
“ Difficile, en effet, pour nous qui avons l'eau courante depuis des décennies, voire pour certains depuis plusieurs générations, d'imaginer que l'eau tue, ajoute Alexandre Giraud, directeur des opérations de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL. Il est moins évident encore d'envisager que ce fléau silencieux et invisible cause plus de décès que les guerres, les catastrophes naturelles ou le sida. C'est pourtant bien le constat dramatique que nous faisons chaque jour sur le terrain et que nous nous efforçons de partager chaque année.”

4

### CONSOMMATION QUOTIDIENNE D'EAU POTABLE : LA QUANTITÉ ESTIMÉE EST QUATRE FOIS INFÉRIEURE À LA RÉALITÉ

En moyenne, combien de litres d'eau potable utilisez-vous chaque jour ?

Volume moyen estimé  
51 litres



DANS LES FAITS : EN MOYENNE, UN FRANÇAIS UTILISE 200 LITRES D'EAU POTABLE CHAQUE JOUR

↑ Peu d'entre nous savent combien nous consommons d'eau.

Nos concitoyens sous-estiment enfin très fortement leur propre quantité d'eau potable consommée. Le volume moyen estimé est de 51 litres, soit quatre fois moins que le volume réel consommé par les Français (200 litres) ! Un quart des Français cite même “moins de dix litres”.

“ Avec cette dernière question, poursuit Alexandre Giraud, nous avons souhaité les sensibiliser à la criante inégalité de l'accès à cette ressource vitale. Les chiffres sur la faible quantité d'eau potable à laquelle l'Afrique subsaharienne a accès (15 litres par jour et par personne) sont moins parlants lorsqu'on évalue aussi mal sa propre consommation.”

Finalement, les résultats de ce sondage nous poussent à persévérer dans notre travail d'information, de témoignage et de sensibilisation auprès du grand public.

Loin de nos terrains d'intervention sur lesquels l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement est un besoin vital, cette action n'en est pas moins importante. Nous espérons que le grand public, expert, déjà sensibilisé ou curieux, trouvera dans ce baromètre les éclairages, les analyses et les informations qui le poussera à son tour à se sentir concerné par ce grand enjeu source de conflits, de pauvreté, de maladies et de mortalité. Et qu'il sera attentif, vigilant -et critique quand il le faudra- face aux progrès et aux engagements que les décideurs politiques internationaux et les acteurs de l'eau que nous sommes doivent impulser, suivre et respecter sur les années à venir.

- » Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par Internet les 11 et 12 février 2016
- » Échantillon de 984 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- » La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

## » PRÈS DE 50% DE LA POPULATION MONDIALE

boit chaque jour de l'eau dangereuse ou de qualité douteuse (3,5 milliards de personnes).

## » 1,8 MILLIARD DE PERSONNES

utilisent des points d'eau contaminés par des matières fécales.

**LES POPULATIONS SANS ACCÈS À L'EAU VIVENT PRINCIPALEMENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET EN ASIE.**



## » 2,4 MILLIARDS DE PERSONNES

manquent d'un assainissement adéquat, soit 1 humain sur 3.

## » 946 MILLIONS DE PERSONNES

défèquent à l'air libre. Un chiffre qui a augmenté depuis 1990 en Afrique subsaharienne.

## » 40% DES ÉCOLES ET ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

dans les pays en développement ne disposent pas d'installations de base pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

## » 272 MILLIONS DE JOURNÉES D'ÉCOLE

sont manquées chaque année du fait du manque de toilettes.

**LA POPULATION SANS ACCÈS À L'ASSAINISSEMENT VIT PRINCIPALEMENT EN ASIE, EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE, EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES.**



## » 90% DE L'ENSEMBLE DES RISQUES NATURELS

sont liés à l'eau.

## » 4,2 MILLIARDS DE PERSONNES

ont été affectées par les sécheresses, les inondations et les tempêtes depuis 1992.

### SOURCES

OMS, Juillet 2015 / Rapport 2015 du JMP (OMS/UNICEF)

Laserre et Descroix, 2002 / CNRS

Rapport de l'Académie des Sciences, 2006



## » 3,2 MILLIARDS DE PERSONNES

sont affectées par les maladies hydriques ou liées à l'eau (cf. pages 22-23).

## » 1,7 MILLIARD DE PERSONNES

sont affectées par des diarrhées chaque année.

## » 2,6 MILLIONS DE PERSONNES

meurent chaque année des suites de maladies liées à l'eau et à un environnement insalubre.

## » 842 000 PERSONNES

meurent chaque année de simples diarrhées.

## » 1000 ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS

décèdent chaque jour des suites de maladies diarrhéiques.

## » 50% DES RISQUES DE DIARRHÉES

peuvent être évités grâce au lavage des mains à l'eau et au savon.



## » SEULE 2,5% DE L'EAU SUR TERRE EST DOUCE

68,7% se trouve dans les glaciers et 30,1% dans les nappes phréatiques. Au final, moins de 1% de l'eau sur Terre est douce et liquide

## » 15 LITRES D'EAU,

c'est la consommation moyenne par jour et par personne en Afrique Subsaharienne.

Dans les pays développés, la consommation moyenne atteint les 250 litres (Etats-Unis, Australie, Japon).

## » LES TOILETTES CONSOMMENT DE 4 À 10 LITRES.

## » LES DOUCHES ET LE LAVE-LINGE, DE 60 À 120 LITRES CHACUN.

## » 1000 LITRES SONT NÉCESSAIRES POUR FABRIQUER 1 KG DE PAIN.

## » 15 000 POUR PRODUIRE 1 KG DE BŒUF.

## » 350 000 LITRES POUR FABRIQUER 1 TONNE DE SUCRE.

## » EN 2025, 63% DE LA POPULATION MONDIALE

sera soumise au stress hydrique.



## Le combat de l'eau pour la vie !



PAR ALAIN BOINET  
Fondateur de SOLIDARITÉS  
INTERNATIONALE

**Dans les crises humanitaires, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement est vital pour les populations. Le rapport de cause à effet entre eau insalubre et mortalité, notamment chez les enfants, s'impose à l'évidence. Il y a 10 ans, personne n'en parlait. Aujourd'hui, nous constatons des avancées significatives (ODD, COP 21). Mais pour les Etats et pour les acteurs de l'eau, le défi est de taille : il s'agit de passer des paroles aux actes.**

**P**RÉSENTE depuis 1980 sur le terrain des crises humanitaires les plus sévères (Afghanistan, Rwanda, Indonésie, RDC, Corne de l'Afrique, Sahel, Philippines, Népal...), SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a fait de la lutte contre les maladies liées à l'eau son combat majeur. Un choix motivé par un triple constat : celui de l'enjeu vital de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement (EHA) dans les situations de crise, celui de la mortalité dramatique induite par les maladies hydriques, celui enfin lié au fait que personne ne s'exprimait il y a encore 10 ans sur l'urgence de lutter contre cette cause majeure de mortalité.

### L'eau et l'assainissement, enfin une priorité de l'agenda international

Aujourd'hui, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE est reconnue comme un acteur majeur dans le domaine de l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement. Dans l'action et sur le terrain humanitaire bien sûr, où nous apportons, en main propre, une aide digne et vitale à plus de 5 millions de personnes chaque année. Mais aussi en direction des institutions internationales, tant nous nous sommes fait un devoir d'influencer les politiques publiques afin que les décisions appropriées contre le fléau de l'eau insalubre soient prises au plus haut niveau : en France, en Europe et aux Nations unies.

Nos campagnes d'information et de sensibilisation, menées chaque année lors de la Journée Mondiale de l'Eau du 22 mars, et notamment notre pétition en faveur de l'accès à l'eau potable signée par 200 000 de nos concitoyens, ont contribué activement à ce que l'ONU revoit ses chiffres sur

le nombre de personnes ayant accès à l'eau potable : à peine plus de la moitié de la population mondiale, et non 89 % comme annoncé à la veille du Forum Mondial de l'Eau de mars 2012, à Marseille. Et avec nos partenaires du Partenariat Français pour l'Eau (PFE) et du Forum Mondial de l'Eau (FME), nous avons milité pour qu'un objectif eau-assainissement devienne enfin une priorité à part entière dans l'agenda international.

### La situation

Entre 2000 et 2015, d'énormes progrès ont été réalisés : 1,6 milliard de personnes ont vu leur accès à l'eau s'améliorer et plus d'un milliard ont accédé à des toilettes. Malheureusement, près de 2 milliards de personnes boivent toujours une eau contaminée par des matières fécales. 1,5 milliard de plus n'ont accès qu'à une eau rare, chère et de qualité souvent douteuse. 2,5 milliards n'ont toujours pas accès à des toilettes. Et le pire, c'est que chaque année, quelque 2,6 millions d'êtres humains meurent encore de maladies liées à l'eau non potable et à un environnement insalubre. Selon les dernières estimations, 4 milliards de personnes seront soumises à un stress hydrique en 2025, contre 400 millions en 1995.

### Les perspectives.

Fin septembre 2015 à l'ONU, 195 pays ont voté à l'unanimité 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) pour 2030, dont -enfin- l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement (Objectif 6). Soulignons ici combien cette avancée est remarquable. Mais rappelons aussi que ces objectifs ne sont pas contraignants et que chaque Etat est responsable de leur mise en œuvre.

2005

SOLIDARITÉS INTERNACIONAL décide de porter son combat contre la 1<sup>re</sup> cause de mortalité au monde auprès des institutions internationales et du grand public.

SOLIDARITÉS INTERNACIONAL remet sa pétition lancée en 2007 et signée par 50 000 personnes, à Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères et européennes

2008

Les Nations unies reconnaissent l'accès à l'eau potable et à l'assainissement comme un droit de l'Homme.

2010

Pour les atteindre, il nous faut des indicateurs quantifiables, un mécanisme de suivi, des financements, une forte volonté politique et des plans nationaux de réalisation. Ce n'est pas rien. D'autant qu'il n'y a d'engagements ni sur l'hygiène, ni sur les financements. L'Aide publique au Développement (140 milliards de dollars environ chaque année) ne suffira pas. Il faudra des financements et des mécanismes innovants pour atteindre le montant estimé de la mise en œuvre des ODD, estimé entre 2000 ou 3000 milliards de dollars.

De surcroît, le dérèglement climatique et la démographie sont à prendre en compte. Or, le Fonds vert mondial, qui doit financer les mesures d'adaptation (à hauteur de 20 à 35 milliards de dollars par an selon le plan de financement) qui concernent l'eau dans 80% des cas, ne sera opérationnel qu'en 2020. Quel temps perdu !

## Place à l'action

Pour avancer avec les Etats, il manque un chef d'orchestre international, alors que pas moins de 30 organisations internationales sont aujourd'hui en charge de l'eau. Un ancien premier ministre du Niger témoignait récemment que le budget des 17 ODD était dix fois supérieur au budget de son pays. C'est dire les défis.

La mission des acteurs de l'eau sera essentielle pour les années à venir. En 2016, la Journée Mondiale de l'Eau le 22 mars, la semaine mondiale de l'eau à Stockholm en août et la COP 22, à l'automne, nous permettront d'agir et d'avancer.

Les situations de catastrophe et de guerre, qui concernent 93 % des personnes les plus pauvres au monde, seront les plus ardues. C'est la mission de SOLIDARITÉS INTERNACIONAL, par l'action de terrain comme auprès des médias, de l'opinion publique et des institutions, que l'eau devienne une source de vie pour tous.

SOLIDARITÉS INTERNACIONAL remet sa pétition au ministre de la Coopération Henri de Raincourt, en ouverture du Forum Mondial de l'Eau en mars 2012, devant 142 délégations ministérielles du monde entier. 103 888 personnes sont engagées à nos côtés.

2012

2013

Parce que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) relatifs à l'eau sont bien loin d'être atteints, SOLIDARITÉS INTERNACIONAL se lance dans une nouvelle course contre la montre, avec pour objectif de remettre son manifeste au Secrétaire général des Nations unies et d'influer sur le vote des nouveaux ODD en 2015.

SOLIDARITÉS INTERNACIONAL remet sa pétition signée par 200 000 citoyens à Annick Girardin, Secrétaire d'Etat au Développement et la Francophonie avec pour message de la remettre à M. Ban Ki moon, Secrétaire Général des Nations unies, avant le vote des Objectifs du Développement Durable (2015-2030).

29 SEPTEMBRE 2015

L'accès universel à l'eau et à l'assainissement devient un des 17 Objectifs du Développement Durable, qui visent à mettre fin à la pauvreté, à la lutte contre les inégalités et l'injustice, et à faire face au changement climatique d'ici à 2030.

12 DÉCEMBRE 2015

L'Accord de Paris est adopté par consensus par l'ensemble des 195 parties, un accord historique qui doit permettre de lutter contre les changements climatiques. Pour la première fois, l'eau a été prise en compte lors de cette COP 21, sur le dérèglement climatique.

2015





## Un nouvel espoir : de l'eau potable pour chacun en 2030



**UNE ANALYSE  
DE GÉRARD PAYEN**  
*Ancien conseiller pour l'eau  
du Secrétaire Général  
des Nations unies  
(UNSGAB), président  
d'honneur d'AquaFed,  
membre du think-tank  
(Re)sources.*

**En septembre 2015, lors de l'Assemblée Générale des Nations unies, les Etats membres de l'ONU ont adopté officiellement un objectif Eau parmi les 17 priorités de l'humanité pour la période 2015-2030. Un grand espoir étant donné le peu de considération accordé jusqu'alors à l'accès à l'eau et à l'assainissement. Mais comment relever ce défi en 15 ans alors que, malgré les progrès observés, le nombre de personnes privées d'eau potable n'a pas diminué jusqu'ici ?**

L'accès à l'eau potable est reconnu comme un droit de l'Homme. Ce droit n'est satisfait que si l'eau est accessible, disponible en quantité suffisante, non-contaminée, d'aspect acceptable et d'un coût abordable. De plus, l'accès doit être organisé de façon équitable et sans discrimination. Ces critères ne sont pas remplis pour près de la moitié de l'humanité<sup>1</sup>. Près de 2 milliards de personnes, près d'une sur quatre, utilisent de

l'eau contaminée par des germes fécaux. Beaucoup d'autres n'ont de l'eau que de façon irrégulière ou de l'eau peu transparente ou trop chère.

Si la faiblesse économique d'un pays est un handicap pour le développement de l'accès à l'eau potable, ce n'est pas l'obstacle principal. L'accès à l'eau potable est d'abord une question de priorité politique. En effet, seuls des efforts collectifs peuvent satisfaire les besoins. Les politiques natio-

nales d'amélioration de l'accès à l'eau potable sont très actives partout dans le monde. De 2000 à 2015, il y avait même un objectif mondial, celui de réduire de moitié la proportion de la population utilisant des sources d'eau également utilisées par des animaux. Les progrès ont été considérables. Il ne reste plus que 660 millions de personnes dans cette situation. Sur les 15 premières années du XXI<sup>e</sup> siècle, 1,6 milliard de personnes, soit plus d'une sur cinq,



ont vu leur accès à l'eau s'améliorer et 1,2 milliard ont été raccordés aux réseaux d'eau potable.

**“ Le nombre d’habitants de la planète qui ne bénéficie pas d’eau courante au robinet n’a pas diminué ”**

Ces chiffres sont énormes. Pourtant, ces progrès remarquables ne sont pas suffisants. En effet, la population mondiale s'est accrue dans le même temps de 1,2 milliard d'individus. Le nombre d'habitants de la planète qui ne bénéficie pas d'eau courante au robinet n'a donc pas diminué. C'est en milieu rural que les besoins actuels sont les plus élevés mais, grâce aux efforts qui y sont consentis, l'accès s'y améliore rapidement. En milieu urbain, les besoins semblent numériquement moins importants mais, hélas, l'accès à l'eau potable s'y détériore. Aujourd'hui, le nombre de citadins sans accès satisfaisant à l'eau potable est plus élevé qu'il y a 10 ans. Une forte accélération des politiques publiques est nécessaire pour renverser cette inquiétante dynamique.

**“ Avec les ODD, les grands enjeux de l’eau viennent de passer de l’ombre à la lumière ”**

Les Objectifs mondiaux de Développement Durable (ODD) qui viennent d'être adoptés à l'unanimité par tous les Etats-membres de l'ONU apportent un grand espoir. Alors que l'Eau était un sujet peu considéré par la communauté internationale, les grands enjeux de l'eau viennent de passer de l'ombre à la lumière : ils sont devenus officiellement l'une

des dix-sept grandes priorités de l'humanité.

Pour l'accès à l'eau potable, la nouvelle cible mondiale est beaucoup plus ambitieuse que la précédente et correspond bien mieux à l'ampleur des besoins. En effet, l'indicateur de progrès qui va être utilisé combine pour la première fois plusieurs critères de satisfaction du droit de l'Homme : il vise dès 2030 l'accès universel à de l'eau non contaminée et disponible presque tous les jours à proximité immédiate du domicile (*“safely-managed water services”* en anglais). De ce fait, le nouvel objectif mondial peut conduire à changer la vie de plus de 2 milliards de personnes, peut-être même 3.

L'existence d'objectifs mondiaux n'est pas en soi une garantie d'accélération des politiques nationales. Mais le suivi en toute transparence du nouvel indicateur par l'ONU va peser sur les gouvernements qui ne vont pas pouvoir éviter de prendre en considération les progrès ou les retards constatés publiquement dans leur pays.

**“ 15 ans pour atteindre l’accès universel à de l’eau véritablement potable, c’est peu. Il vaut mieux démarrer vite. ”**

La bonne mise en œuvre de ces objectifs passe par plusieurs étapes. D'abord, chaque pays a besoin de revisiter toutes ses politiques nationales et locales relatives à l'eau potable pour identifier leurs insuffisances éventuelles d'objectifs et/ou de vitesse par rapport à l'objectif mondial. Ce travail de mise à plat se fera d'autant mieux que les différents acteurs du secteur y seront associés et que l'opinion publique comprendra le nouvel objectif et soutiendra le besoin d'ac-

célérer de nombreuses politiques publiques.

Ensuite, chaque autorité publique responsable de l'accès à l'eau dans un territoire devra établir un plan d'action définissant des moyens (juridiques, institutionnels, humains, techniques et financiers) permettant de réussir à atteindre les objectifs dans les délais visés. Cela peut amener à modifier la répartition traditionnelle des coûts entre contribuables, utilisateurs bénéficiaires du service public et exclus du service public. Simultanément, les outils de suivi statistique devront être modifiés pour tenir compte de la définition du nouvel indicateur. Enfin, la mobilisation de ces moyens produira les progrès attendus et il conviendra de les mesurer régulièrement pour identifier le besoin éventuel d'actions correctrices.

15 ans pour atteindre l'accès universel à de l'eau véritablement potable, c'est peu. Il vaut mieux démarrer vite. Ainsi, dans chaque pays, il est urgent que des membres actifs de la société civile comprennent l'enjeu et poussent le gouvernement à agir sur ces 4 éléments indispensables : adaptation des politiques, mise en place de moyens appropriés, ajustement des mécanismes statistiques et suivi régulier des progrès. Plus les médias relayeront cette attente, mieux ce sera. Mais ils n'ont pas encore commencé !

Les ODD apportent un grand espoir à tous ceux qui ont besoin d'eau potable et qui attendent que les pouvoirs publics leur permettent d'y accéder. Si les gouvernements agissent conformément à leurs engagements internationaux, ces besoins pourront enfin être satisfaits de façon réelle et durable dans une quinzaine d'années.

1. De l'Eau pour tous ! Abandonner les idées reçues, affronter les réalités, Armand Colin, 2013.

**“ Il faut un manifeste qui engagerait les Etats à afficher la part de leur PIB accordé à l’accès aux services essentiels ”**

PAR PATRICE FONLLADOSA, président de (Re)sources\*

A Tanger, au Maroc, où nous avons organisé un colloque sur la croissance urbaine et l'accès aux services essentiels - l'eau et l'électricité - dans les pays en développement, nous avons insisté sur le pilier central de l'accès à ces services : la gouvernance, c'est-à-dire de la répartition équitable des responsabilités à travers une communauté d'intérêts. Quand on parle de gouvernance, on parle de la définition des politiques publiques, mais on parle aussi du rôle de chacun. L'opérateur par exemple a une part de responsabilité dans la définition d'une politique publique. C'est un élément crucial car c'est la politique publique qui définit que l'accès à l'eau et à l'électricité est une priorité. Nous proposons aussi l'adoption d'un manifeste qui engagerait les Etats à identifier et afficher la

part de leur PIB accordé à l'accès aux services essentiels et dont le but serait de permettre une comparaison d'un pays à un autre. Nous recommandons également la décentralisation : accorder une plus grande allocation des pouvoirs et des moyens à la gouvernance locale. Enfin, nous poussons pour l'intégration du numérique qui va permettre de faciliter le contact entre le citoyen qui a accès aux services et les différents acteurs.

\*(Re)sources est un Think Tank qui rassemble des spécialistes, des experts, des ONG et des politiques intéressés par l'accès à l'eau et à l'électricité dans les pays émergents. Depuis 2 ans, (Re)Sources organise des tables rondes tous les deux mois aux Bernardins à Paris et prépare un grand rendez-vous pour la COP 22 en décembre 2016 au Maroc. [www.thinktank-resources.fr](http://www.thinktank-resources.fr)



## Brice Lalonde : “ Les acteurs de l’eau doivent maintenant faire pression pour que les Etats passent à l’action ”

Militant écologiste et ancien ministre de l’Environnement, Brice Lalonde\* est de tous les sommets internationaux concernant l’avenir de notre planète. Alain Boinet, fondateur de l’association humanitaire SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, l’a rencontré après la COP 21, à laquelle Brice Lalonde a participé en tant que porte-parole du Partenariat Français sur l’Eau.



**ALAIN BOINET** Environ 3,5 milliards d’êtres humains n’ont pas accès à une eau réellement potable, 2,6 millions de personnes décèdent chaque année des maladies

hydriques et, dans dix ans, 63% de la population sera soumise à un stress hydrique. Alors, l’accès universel à l’eau potable et à l’assainissement est-il réalisable d’ici 2030 comme nous l’espérons ?



**BRICE LALONDE**

Les ODD vont, malgré tout, nous servir à améliorer la situation, puisque bâtissant sur le succès des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), on a vu les équipes se passionner, se mobiliser, les financements se concentrer et beaucoup de gouverne-

ments nationaux ont pris sur eux de dire : “ C’est aussi l’objectif de notre pays de réaliser les OMD ”. Or, ces OMD étaient des objectifs globaux en principe. Il en sera de même pour les Objectifs de Développement Durable (ODD).

On ne pourra peut-être pas faire le même effort pour les 17 ODD, mais l’eau sera sans doute une des priorités. Le travail consiste à faire en sorte que chaque gouvernement national prenne à son compte les ODD comme des priorités absolues pour le développement du pays. Et cela consiste, pour les Nations unies et les autres organisations internationales, ONG comme les organisations s’occupant de plaider, à exiger un compte-rendu année par année de la mise en œuvre des ODD, pour chaque Etat.

Les “ Objectifs de Développement Du-

vable ” représentent un énorme progrès, en particulier pour l’eau. Mais la volonté politique des Etats, les financements et les instruments de mesure et de suivi seront-ils à la hauteur des objectifs ? Quel est le rôle des acteurs de l’eau pour y parvenir ? L’eau est tellement indispensable au développement sous toutes ses formes que, de toute manière, pour un gouvernement cela devient indispensable. La question la plus complexe pour les gouvernements est de savoir par où ils doivent commencer. Faut-il commencer par amener l’eau au centre des villes ? Faut-il que ce soit en périphérie ? Ou bien faut-il amener l’eau dans les campagnes afin de ne pas renforcer l’exode rural ? Ces questions-là sont extrêmement difficiles à résoudre. Il faut à la fois éviter que les zones rurales se dépeuplent et, d’une manière ou d’une autre, soulager la misère

urbaine. Il faut aussi que l'agriculture soit moins gourmande en eau. Il y a évidemment des endroits où c'est plus difficile que dans d'autres, notamment dans la diagonale de la soif, de Gibraltar au Nord-est de la Chine. Le rôle des acteurs de l'eau sera donc de faire pression pour la mise en place d'une stratégie. C'est ça l'objectif des grands acteurs : comment fait-on pour mettre en œuvre les ODD ? Et pour cela, il y a un allié de poids, l'Europe avec ses 28 États membres qui est le premier donateur du monde. Il y a, au sein de l'Europe des expertises tout à fait remarquables. Je pense par exemple aux Néerlandais sur la prévention des inondations... Il faut compter sur ces acteurs.

***“Pour la première fois, l'eau a été prise en compte à la COP 21. Pour autant, elle n'apparaît pas dans la déclaration finale.” AB***

Si, pour la première fois, l'eau a été prise en compte par la COP 21 sur le dérèglement climatique à Paris fin 2015, il n'y a rien pourtant à ce propos dans la déclaration finale, c'est préoccupant !

Il est écrit “Water Resources” en grand dans la convention cadre de 1992. Or c'est bien cette convention cadre qui donne le “la”. Et l'accord de Paris n'est qu'un accord de mise en œuvre de la convention cadre. Il y a tout un programme de travail à partir de cette COP 21 pour les prochaines COP sur la question de l'adaptation. Et on sait bien que sur l'adaptation, c'est l'eau qui arrive en premier. On n'y échappera pas !

**Face au dérèglement climatique il y a deux ripostes, l'atténuation du réchauffement et l'adaptation aux conséquences néfastes de celui-ci. Pourtant, rien de concret n'est défini pour l'adaptation alors que 80% des mesures à prendre concernent l'eau, les inondations, la raréfaction, le niveau de la mer qui monte !**

Tout à fait, et le Partenariat Français pour l'Eau a commencé ce travail qui doit désormais être poursuivi avec l'OMS ou l'AFD qui, quand ils sont sollicités pour une aide financière sur l'adaptation, posent la question : mais qu'est-ce que l'adaptation ? C'est quoi le projet “bancable” ? Il faut donc qu'il y ait une typologie des programmes d'adaptation concernant l'eau. C'est donc désormais le travail des praticiens, des experts. Il

peut d'ailleurs y avoir dans cette typologie des cas de post-urgence et des situations de crise. Toute cette typologie, c'est le travail des prochaines COP qui est expressément demandé par l'accord de Paris.

**Le dérèglement climatique amplifie en intensité et en régularité les catastrophes, au Sahel et ailleurs. Mesures d'adaptation et renforcement de la résilience des populations sont urgentes. Où en est-on du Fonds vert avec ses 100 milliards de budget annuel, disponible seulement à partir de 2020 !**

Si on compte les investissements privés, on y serait déjà. On nous dit que nous serions autour de 90 milliards d'euros. Ce n'est pas uniquement de l'aide, ce sont aussi les flux financiers, les prêts... Evidemment, il n'y a pas de formule miracle, il faut aider les pays qui en ont besoin. Mais à la fin, c'est le pays lui-même qui se développe, c'est sa volonté, son envie...

Il y a des pays qui ont montré l'exemple. Parfois cela coûte cher, mais regardons l'exemple de Singapour qui, grâce à sa volonté d'indépendance vis-à-vis de la Malaisie, a une politique de l'eau inouïe. Ils recyclent tout. Désalinisation, recyclage, la pluie, un peu d'importation... c'est phénoménal. Et cela va servir ailleurs, dans les pays dont les ressources financières sont moins importantes. Il y aura des appels d'offres dans d'autres pays et les techniques développées à Singapour coûteront beaucoup moins cher, l'expertise étant déjà là. Les spécialistes de l'eau s'accordent pour dire que d'une manière ou d'une autre il faut payer l'eau : en nature, en effort, en temps ou en argent. L'OCDE nous parle des 3 T. Bien sûr, l'eau est gratuite. Ce qui coûte, c'est le service d'aller la chercher, la laver, la conduire, la livrer, la renvoyer propre. C'est déjà une bataille de convaincre la population qu'il n'y a pas de repas gratuit !

**À SOLIDARITÉS INTERNATIONAL nous croyons au partenariat entre les divers acteurs pour faire face à l'augmentation exponentielle des besoins humanitaires. Si des entreprises sont réellement engagées, les ressources investies sont-elles à la hauteur de leurs responsabilités ?**

Je pense avant tout qu'il faut proposer quelque chose à ces entreprises. Si on propose une solution, un projet, elles marcheront. Il faut avoir l'imagination de trouver l'idée innovante et alors, les entreprises suivront. N'oublions pas que les entreprises connaissent parfois des difficultés... Si elles

disparaissent, elles ne servent plus à rien. Mais il faut que les grandes entreprises se donnent du mal. Ces dernières ne sont pas uniquement là pour faire monter leur chiffre d'affaires, mais aussi pour aider le monde entier grâce à leur expérience et leur savoir-faire. Certaines des grandes entreprises de l'eau ont trouvé des moyens pour que les premiers litres soient gratuits.

***“Si on dit que l'accès à l'eau est un droit fondamental de l'être humain, ce droit doit être mis en œuvre. Il faut donc qu'il y ait une organisation onusienne qui en soit comptable.” BL***

2015 a été une grande année de Conférences internationales, en particulier pour l'eau et l'assainissement. Comment alimenter cette dynamique et éviter tout risque de démobilitation dans la poursuite des objectifs ambitieux d'accès universel et à l'eau et à l'assainissement en 2030 ?

Il y a en effet eu beaucoup de rendez-vous en 2015. Mais il n'y a pas d'organisation au sein des Nations unies qui soit chargée de l'eau. C'est une vraie question que de savoir s'il faut créer ou grouper des organisations pour avoir une sorte de suivi, un tableau de commande de la mise en œuvre de l'ODD 6, celui qui concerne l'eau. Je pense que c'est dans cette direction qu'il faut aller. Il faudrait peut-être que l'ONU transmette sa légitimité au Forum Mondial de l'Eau. Ou que l'on crée un organisme analogue au GIEC. Il faut travailler la question. Si on dit que l'accès à l'eau est un droit fondamental de l'être humain, ce droit doit être mis en œuvre. Il faut donc qu'il y ait une organisation qui en soit comptable.

***\*Secrétaire d'État puis ministre de l'Environnement de 1988 à 1992, Brice Lalonde a notamment été Ambassadeur chargé des négociations internationales sur le changement climatique pour la France de 2007 à 2011, puis porte-parole du Partenariat Français sur l'Eau pendant la COP 21. Il est aujourd'hui Sous-secrétaire général de l'Organisation des Nations unies et coordonnateur exécutif de la Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20).***





## “Faisons entendre la voix de la société civile africaine pour l’eau”



PAR KRISTEL MALEGUE  
Coordinatrice  
de Coalition Eau\*

**L’accès à l’eau potable et à l’assainissement est au cœur du développement humain. Pourtant, en Afrique subsaharienne, 32% de la population n’a toujours pas accès à une source d’eau améliorée, tandis que 60% n’a pas accès à un assainissement amélioré<sup>1</sup>. Cette situation dramatique relève avant tout d’un problème de gouvernance du secteur.**

**M**ISE en œuvre des politiques publiques insuffisante, fragmentation institutionnelle, mauvaise allocation des ressources, manque de capacités des acteurs, trop faible participation des parties prenantes... Autant d’obstacles à la réalisation concrète des Droits de l’Homme à l’eau potable et à l’assainissement.

Au cœur de cette problématique, la question de la place de la société civile du secteur eau et assainissement est fondamentale. De par sa connaissance des réalités locales, elle a un rôle clé à jouer, afin que les politiques publiques du secteur soient mises en œuvre de façon opérationnelle, équitable et pérenne. Mais elle manque de structuration et de capacités pour devenir une véritable force de plaidoyer et peser dans le débat sur l’eau.

Depuis 2008, la Coalition Eau soutient les collectifs africains de la société civile du secteur de l’eau et de l’assainissement, afin de renforcer leur voix et leur influence et de permettre un accès à l’eau potable et à l’assainissement pour tous. Elle mène ainsi un programme dans 8 pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie,

Niger, Sénégal et Togo), à travers trois axes majeurs : renforcer l’expertise et la force de proposition des collectifs, permettre leur participation effective aux processus de décisions et aux espaces de dialogue du secteur, améliorer l’accès à l’information et le partage des connaissances sur les enjeux de l’eau et de l’assainissement.

### Le Droit de l’Homme à l’eau potable et à l’assainissement inscrit dans la constitution burkinabé

Grâce à ce programme, les collectifs de ces pays ont réussi à instaurer un dialogue pour l’eau et l’assainissement avec les pouvoirs publics de leur pays : sur les financements, les revues annuelles du secteur, l’Objectif de Développement Durable Eau... Ils sont désormais reconnus comme des acteurs incontournables pour le secteur, force d’expertise et de proposition. Ils ont participé aux grands rendez-vous internationaux et régionaux pour l’eau de 2015 (Forum Mondial de l’Eau, COP 21, Objectifs de Développement Durable...).

Afin de sensibiliser les citoyens sur les enjeux de l’eau, des partenariats avec les médias ont été noués et des mobilisations grand public organisées avec succès lors des Journées Mondiales de l’Eau et des Toilettes. Enfin, les temps de formation ont permis aux collectifs de renforcer leur expertise sur la veille budgétaire, l’intégration du lien Eau/Climat, le droit à l’eau, etc. La société civile du Burkina Faso a ainsi réussi, en novembre dernier, à faire inscrire le Droit de l’Homme à l’eau potable et à l’assainissement dans la constitution burkinabé.

Ce sont là des avancées majeures. Aujourd’hui, la société civile africaine doit continuer à se renforcer, à se structurer afin d’influencer la mise en place de politiques publiques de l’eau opérationnelles et inclusives. L’accès à l’eau potable et à l’assainissement pour tous passera aussi par l’action de ces collectifs.

*\*La Coalition Eau rassemble 30 ONG françaises engagées pour promouvoir un accès durable à l’eau potable et à l’assainissement pour tous, tout en préservant les ressources en eau.*

1. Progrès en matière d’alimentation en eau et d’assainissement, Rapport 2015, Joint Monitoring Program, OMS/UNICEF, 2015

## 1% SOLIDAIRE LE RÔLE FONDAMENTAL DES ACTEURS FRANÇAIS LOCAUX POUR L'ACCÈS À L'EAU

## Agence de l'eau Loire-Bretagne Atteindre 3,5 millions d'euros par an d'aide pour l'accès à l'eau en 2018



PAR MICHEL STEIN  
Chargé de mission International au sein  
de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne

**L**a coopération internationale des agences de l'eau est fondée sur la loi du 9 février 2005, dite loi Oudin-Santini, dite aussi loi du 1%. Ses dispositions offrent aux agences de l'eau la faculté d'apporter des aides financières aux collectivités et aux associations françaises œuvrant pour l'accès à l'eau et à l'assainissement des populations déshéritées dans le monde, et ce à hauteur de 1% maximum de leur budget. Ces actions de solidarité entrent dans le champ de la politique internationale et communautaire de la France qui s'est engagée avec la communauté internationale à respecter les Objectifs du Millénaire en matière d'eau et d'assainissement.

Ainsi, l'agence de l'eau Loire-Bretagne a soutenu, depuis 2006, 160 collectivités et associations de son bassin sur 300 projets pour un montant d'aides cumulé de 14 millions d'euros permettant ainsi à plus de 2 millions d'habitants d'avoir accès à une eau saine et à un assainissement correct. Les missions de suivi-évaluation régulières effectuées par l'agence in situ ont permis de montrer clairement :

- » Le bien-fondé et la réelle efficacité de ces aides sur la santé, sur la moindre pénibilité et sur la disponibilité dégagée notamment pour les femmes par la proximité du point d'eau ;
- » L'implication forte des associations (françaises et locales), des collectivités du Nord comme du Sud, ainsi que de la population bénéficiaire ; tout cela étant un gage de réussite de la pérennisation de ces projets.

### Une contribution commune aux ODD

Suite à ce constat et afin de répondre au mieux à la demande sans cesse croissante de nos partenaires, les instances de l'agence ont décidé d'augmenter, à compter de 2016, le taux de ces aides. Celui-ci passera de 50% jusqu'à présent, à 60% si le porteur de projet est une association, et même à 80% s'il s'avère que le projet est porté par une collectivité. L'objectif affiché par l'agence est d'atteindre le 1% à la fin de son 10<sup>e</sup> programme, soit 3,5 millions d'euros d'aides par an en 2018. Cependant, cet objectif ne pourra être atteint qu'avec la mobilisation de tous : associations, ONG, collectivités de notre bassin... À l'instar de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE avec qui nous travaillons depuis des années, nous comptons sur toutes ces institutions afin d'apporter notre contribution commune à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable en matière d'eau et d'assainissement.

## Communauté d'Agglomération de Saint-Omer "1€ par habitant" : un levier pour encourager le dialogue interculturel



PAR NICOLAS ROCHAS  
Responsable de l'action internationale  
au sein de l'Agence d'Urbanisme  
et de Développement du Pays de Saint-Omer -  
Flandre intérieure

**A** l'issue de la Journée Mondiale de l'Eau, le 22 mars prochain, François Decoster, Président de la Communauté d'Agglomération de Saint-Omer (CASO), annoncera la mise en place d'un Fonds Eau "1€ par habitant". Ce dispositif porté par l'Agence d'Urbanisme et de Développement du Pays de Saint-Omer - Flandre intérieure (AUD) va permettre de poursuivre et de renforcer son action internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

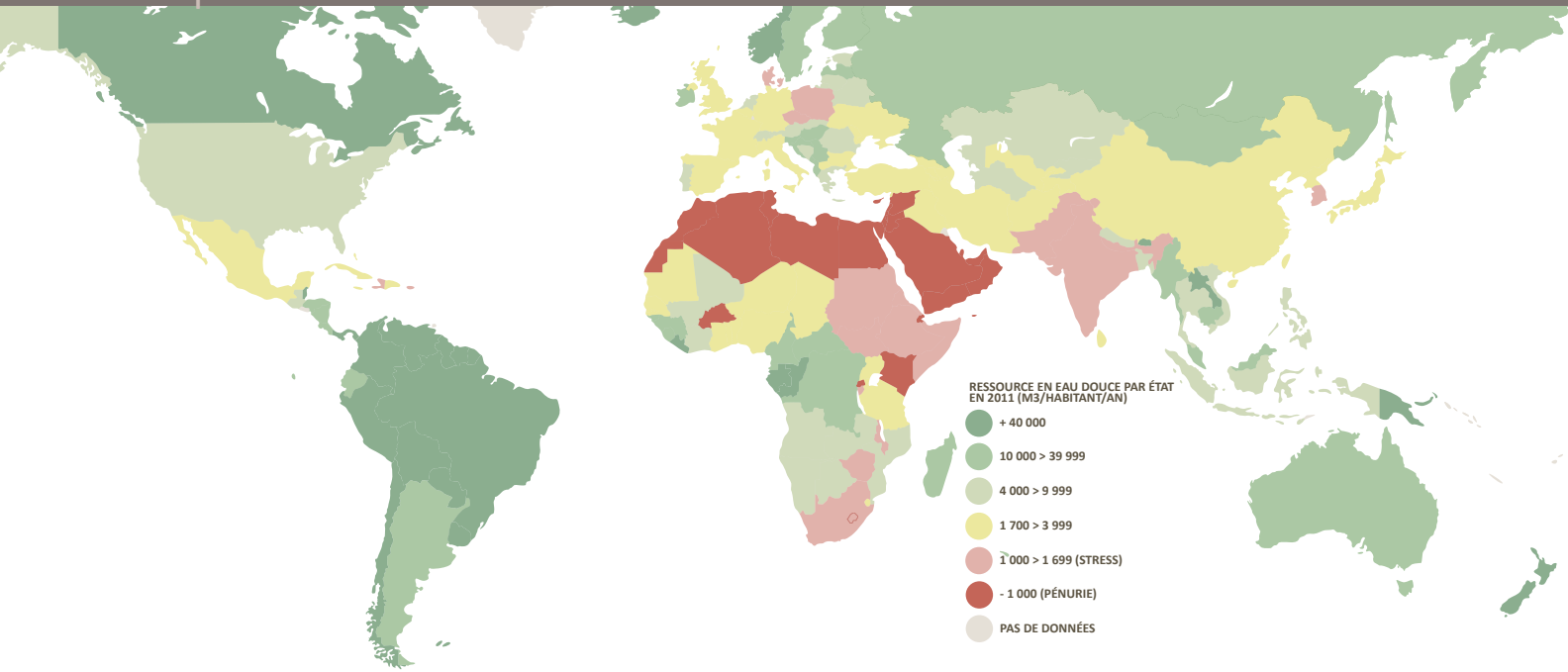
Outre l'impact de ces projets pour les bénéficiaires dans les pays partenaires, l'ouverture à l'international représente également "un levier pour renforcer la cohésion sociale, encourager le dialogue interculturel et offrir de nouvelles opportunités pour les habitants du territoire, en particulier les jeunes, souligne François Decoster. La réciprocité est au cœur de cette démarche."

### Agir à l'international autour d'enjeux partagés

Avec un marais de plus de 3 700 hectares labellisé par l'UNESCO en 2013 et la présence du fleuve de l'Aa qui a joué un rôle majeur dans le développement du territoire, l'eau constitue un élément identitaire fort dans l'Audomarois. Il semblait d'autant plus naturel de pouvoir contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable en agissant à l'international autour d'enjeux partagés. À travers les partenariats noués et les projets soutenus, l'objectif est également de proposer des stages pour des étudiants de l'agglomération, des bourses de mobilité pour des volontariats, ou la participation à des chantiers de solidarité par exemple.

Avec plus d'une dizaine d'acteurs impliqués, le collectif réuni pour la Journée Mondiale de l'Eau à Saint-Omer, parrainé par Madame Sophie Auconie, Gouverneure au Conseil Mondial de l'Eau, témoigne de la belle dynamique en cours dans l'Audomarois.

Depuis 2010, l'AUD, en sa qualité d'opérateur de l'action internationale pour la CASO a accompagné des projets eau/assainissement au Bénin, en Guinée, au Burkina Faso, au Kirghizistan et au Népal.



## “ Bien des Etats souffrent plus d’un manque criant d’investissement dans le domaine de l’eau que d’une pénurie physique ”

UNE ANALYSE DE DAVID BLANCHON

Géographe, enseignant à l’Université Paris-Ouest Nanterre La Défense

Auteur de l’Atlas mondial de l’eau aux éditions Autrement

CARTES

Auréli Boissière, géographe cartographe.

Avec l’aimable autorisation des éditions Autrement

Il y a maintenant 25 ans, l’hydrologue suédoise Malin Falkenmark présentait l’indice de pénurie en eau, fondé sur un calcul simple - la division de la ressource en eau disponible par le nombre d’habitants, qui permet de déterminer les Etats où le risque de pénurie est le plus important. Ainsi, si au niveau mondial, quelques Etats disposent de ressources extrêmement abondantes comme le Brésil (45 000 m<sup>3</sup>/hab/an), la Russie (30 000) et le Canada (90 000) - le record étant détenu par l’Islande, avec plus de 500 000 m<sup>3</sup>/hab/an-, d’autres, à l’inverse, ont des ressources quasi-nulles. C’est le cas du Koweït (7) et plus largement de tous les Etats qui bordent la rive sud du golfe Persique, de certaines îles comme Malte ou Singapour avec respectivement 89 et 137 m<sup>3</sup>/hab/an.

### Il n’existe aucun lien entre le niveau de développement et la disponibilité en eau

Au niveau régional, une ceinture de la “pé-

nurie” se dessine du Maroc à l’Arabie Saoudite, le long de la rive sud de la Méditerranée, avec une extension sur la Corne de l’Afrique, qui descend le long de la façade orientale du continent jusqu’en Afrique du Sud.

En revanche, les Amériques apparaissent comme relativement bien dotées, tout comme les Etats qui bordent le golfe de Guinée. En Europe, la situation est contrastée entre des Etats richement dotés (Norvège - 83 000) et d’autres où la situation est plus difficile (Danemark - 1 114, République Tchèque - 1 187, Pologne - 1 600).

Certaines situations peuvent paraître paradoxales. Elles s’expliquent souvent par la maille spatiale. Ainsi la Namibie, largement désertique, a une disponibilité élevée (8 800) grâce à l’importance des fleuves frontaliers que sont l’Orange, la Cunene et l’Okavango, qui coulent respectivement sur ses frontières sud, nord et est. De son côté, l’Australie présente officiellement des ressources abondantes (24 000 m<sup>3</sup>/hab/an), mais celles-ci sont concentrées essentielle-

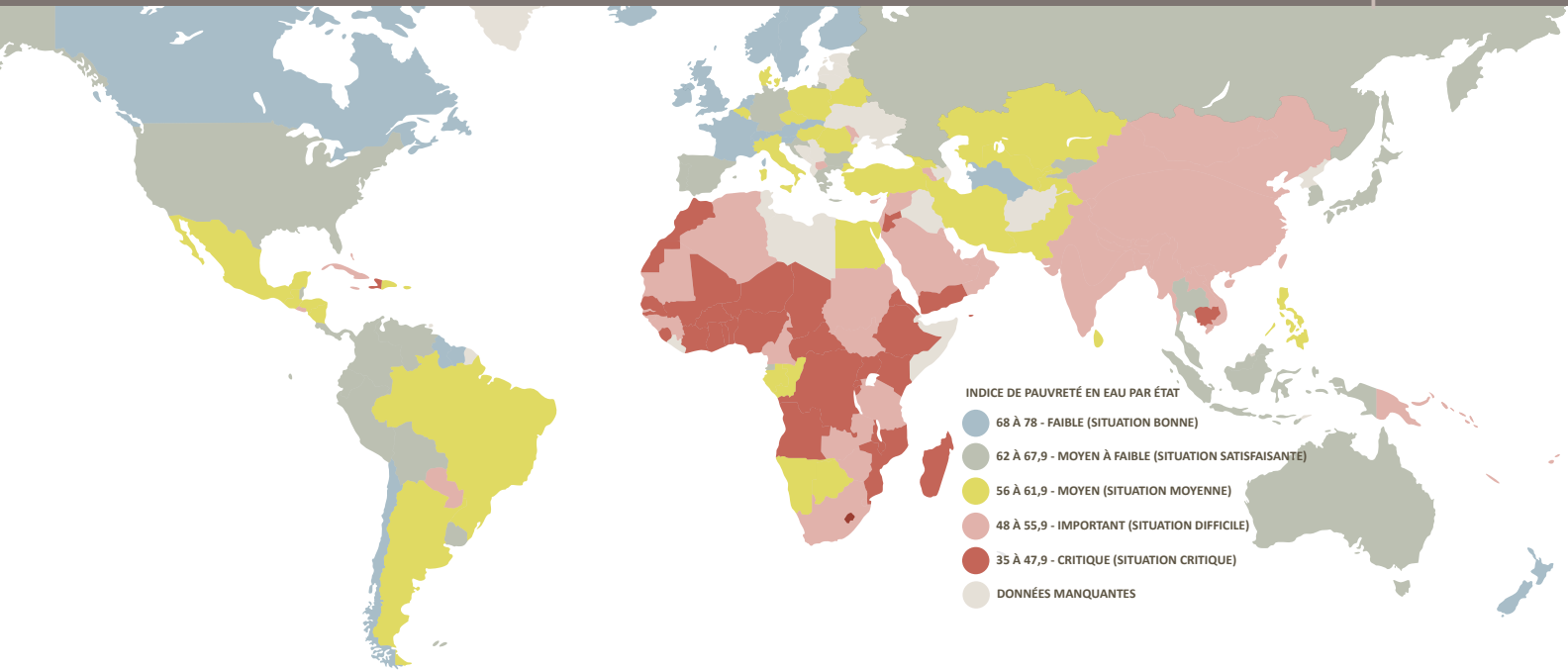
ment dans l’extrême nord et la frange orientale de l’île-continent.

Enfin, comme on le voit, il n’y a aucun lien entre le niveau de développement et la disponibilité en eau. On trouve des pays développés et des pays pauvres dans les situations potentielles de pénurie (Singapour comme le Burkina Faso, ce dernier étant apparemment mieux loti) comme dans les situations d’abondance (la Nouvelle-Zélande comme le Laos).

### Les maladies liées à l’eau sont presque toujours dues à des modes d’accès à l’eau inadaptés et à des réseaux d’assainissement défectueux

Les chiffres bruts de disponibilité en eau par habitant ne donnent qu’une vision schématique des problèmes potentiels liés à l’eau. Ils doivent être pondérés par la faculté d’adaptation des différents Etats à leur situation hydrologique naturelle. Les enjeux liés à l’eau ne peuvent être appréhendés





en ne considérant que le volume d'eau disponible, car la capacité des Etats à amener l'eau là où l'on en a besoin, quand l'on en a besoin, doit être prise en compte. Bien des Etats souffrent plus d'un manque criant d'investissement dans le domaine de l'eau que d'une pénurie physique. Ainsi, les maladies liées à l'eau sont presque toujours dues à des modes d'accès à l'eau inadaptés et à des réseaux d'assainissement défectueux.

Cette capacité à "produire" de l'eau utilisable par les utilisateurs là où ils en ont besoin quand ils en ont besoin reste plus difficile à appréhender. La Banque mondiale utilise en première approximation le PIB. Récemment, des chercheurs du Centre for Ecology & Hydrology de Wallingford (UK) ont proposé un nouvel indicateur, le Water Poverty Index (Indice de pauvreté en eau), présenté dans la deuxième carte (carte ci-dessus).

L'indice de pauvreté en eau (IPE) varie de 0 à 100, prenant en considération cinq facteurs : l'état de toutes les ressources, en tenant compte de la variabilité ;

- l'accessibilité, notamment pour les usages domestiques, mais aussi pour les possibilités d'irrigation ou d'accès à l'eau "virtuelle" (céréales et nourriture importées) ;
- l'utilisation, sa répartition par domaine et son efficacité ;
- la capacité d'adaptation, comprenant la dépense des ménages, le PIB par habitant (en parité de pouvoir d'achat), la mortalité infantile, les investissements dans le domaine de l'eau ou encore l'existence de lois et d'institutions appropriées ;
- l'environnement, à savoir les besoins en eau de celui-ci, la sauvegarde des habitats, la pollution de l'eau, l'érosion des sols et le risque de crue.

Chaque critère se voit attribuer une note de 0 à 20. Le total est donné sur 100. Plus l'indice est bas, plus la situation est critique.

Sur la carte de l'IPE, les pays développés apparaissent dans une situation favorable. Même ceux qui ont des ressources brutes limitées compensent par une capacité d'adaptation forte et souvent ancienne. Ainsi, l'Ouest des États-Unis est la preuve qu'avec des ressources très faibles, mais des investissements financiers importants et l'utilisation des techniques les plus modernes, la pénurie d'eau peut être artificiellement "résolue". Les pelouses de Los Angeles ou les fontaines de Las Vegas en sont la plus marquante.

### L'indice de pauvreté en eau reflète la capacité des Etats à "produire" de l'eau utilisable par les utilisateurs là où ils en ont besoin, quand ils en ont besoin

De même, les pistes de ski construites dans les émirats du Golfe, à la ressource presque nulle, illustrent à l'extrême que la pénurie d'eau ne se conçoit que relativement à la capacité technique et économique et à la volonté politique de produire de l'eau, au prix parfois de désastres environnementaux.

En revanche, l'IPE fait ressortir la situation difficile des pays africains, qui est liée tout autant au manque de ressource qu'à la difficulté à la mobiliser. Plus généralement, seuls les pays du Sud où les ressources sont particulièrement importantes, notamment en Amérique latine, parviennent à avoir un IPE élevé. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils ne connaissent pas de problèmes liés à l'eau,

mais plutôt qu'avec des investissements suffisants et des politiques adaptées, leurs problèmes sont potentiellement résolubles.

### Pression sur la ressource, manque d'accès, problèmes liés à la pollution et à la destruction des milieux aquatiques : trois grands enjeux dessinant trois grands groupes de pays

Avec la lecture conjointe des deux cartes, trois grands groupes apparaissent selon les enjeux dominants. En Afrique du Nord et en Asie occidentale, la pression sur la ressource est la question la plus importante. La question de la disponibilité en eau, mesurée par l'indice de pénurie en eau de Malin Falkenmark, prend tout son sens dans ces États où les prélèvements dépassent en moyenne 50 % de la ressource et où des problèmes aigus de pénurie physique apparaissent lors de périodes de sécheresse prolongée.

À l'inverse, les Etats les plus pauvres, surtout en Afrique subsaharienne, et secondairement en Amérique Latine et en Asie, sont confrontés à des questions d'accès à l'eau et à l'assainissement, ainsi qu'à la faible maîtrise des ressources pour l'agriculture, même si la ressource est parfois très abondante, comme en République Démocratique du Congo.

Dans les pays anciennement industrialisés, des investissements massifs et anciens permettent d'apporter l'eau là où on en a besoin, quand on en a besoin, mais n'empêchent pas l'apparition de problèmes liés à la pollution de l'eau et à la destruction des milieux aquatiques.

# “ Les populations doivent être au cœur de l'action ”



PAR ANNE-LISE LAVOUR  
Responsable  
du Département technique  
et qualité des programmes  
de SOLIDARITÉS  
INTERNATIONAL

**En introduisant un Objectif du Développement Durable spécifique et en établissant un dialogue ouvert entre les acteurs, un premier pas a été fait dans le combat mondial pour un accès à l'eau et à l'assainissement pour tous. Passer de l'idée à l'action et offrir des solutions opérationnelles pérennes et de qualité reste un véritable défi à relever pour les acteurs humanitaires.**

**L**ES grands rendez-vous internationaux de l'année 2015 auront été marqués par un message fort : l'appel des populations pour l'eau lors de la consultation mondiale pour l'agenda onusien post-2015, soulignant un engagement et une responsabilisation de tous dans ce domaine.

Etudes et discussions en ligne, vidéos, sessions de questions-réponses... Une consultation d'envergure avec les citoyens du monde entier a pu être réalisée en amont du vote aux Nations unies des ODD. A la surprise générale, l'eau est ressortie de la consultation comme un enjeu majeur pour les années à venir, “*éclipsant même les 10 autres thématiques de la consultation*”, selon le rapport de synthèse de la Consultation post 2015. (Source : *The Post 2015 Water thematic Consultation Synthesis Report*).

## Un passage à l'action qui ne s'opérera qu'avec les populations

Agissant depuis plus de 35 ans aux côtés des populations les plus vulnérables dans ce combat pour l'accès à l'eau, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL se félicite de voir l'eau revenir au cœur des débats internationaux, portée par l'appel des populations elles-mêmes. En introduisant un ODD Eau, un premier pas a été fait dans ce combat mondial.

Cependant, passer de l'idée à l'action, remettre les populations affectées au centre des préoccupations et des mécanismes de participation -tant au niveau de l'agenda politique international qu'au niveau des actions de terrain- reste un véritable défi pour les acteurs humanitaires. Et ce passage ne pourra se faire qu'avec les populations affectées par les crises : de l'urgence au développement, en passant par la reconstruction.

### URGENCE

L'objectif des actions humanitaires d'urgence est de favoriser à court terme l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour protéger rapidement et efficacement la santé des populations affectées par une crise et contribuer à leur dignité.

#### ACTIVITÉS

- » Distribution de filtres, récipients, kit d'hygiène, purifiants...
- » Convoyage et distribution d'eau (Water ou boat trucking...)
- » Station de potabilisation d'eau (production, distribution)
- » Réhabilitation / (Construction) d'infrastructures
- » Assainissement en urgence (excréments, déchets, contrôle vectoriel...)
- » Sensibilisation à l'hygiène



### DISTRIBUTION D'EAU POTABLE DANS LES CAMPS DE PERSONNES DÉPLACÉES - RAKHINE, BIRMANIE

Depuis octobre 2012, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL mène des actions en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans les camps les plus peuplés et les villages d'accueil affectés de la capitale du Rakhine, Sittwe, mais aussi dans les camps et les villages isolés des communes de Pauktaw et Rathedaung. Pour répondre à l'urgence, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL a notamment mis en place une opération majeure d'approvisionnement en eau par bateau pour permettre aux populations déplacées d'avoir accès à de l'eau potable en saison sèche.

#### SOURCES :

- » SOLIDARITÉS INTERNATIONAL : 4 pages expertise (AEP, DRR, EHA, CTP)
- » ONU (2014) : La dignité pour tous d'ici à 2030 : éliminer la pauvreté, transformer nos vies et protéger la planète. Rapport de synthèse du Secrétaire général sur le programme de développement durable pour l'après-2015
- » ONU (2013) : The Post 2015 Water thematic Consultation - Synthesis Report
- » United Nations Secretary-General's Advisory Board on Water and Sanitation (UNSGAB) : report. New York, 18 November 2015
- » Brown, D. et Donini, A. (2014) Rhétorique ou réalité ? Placer les populations affectées au cœur de l'action humanitaire. Étude ALNAP. Londres : ALNAP/ ODI.

## RECONSTRUCTION

Une fois les besoins vitaux couverts, l'objectif est d'améliorer à long terme : l'accès durable à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement en vue d'améliorer la santé et l'économie des populations à risque et de renforcer les capacités de résilience.

### ACTIVITÉS

- » Construction/réhabilitation de puits, forages
- » Adduction d'eau potable
- » Construction de réservoirs
- » Captage de sources
- » Captage et stockage des eaux pluviales (impluviums)
- » Assainissement (excrétas, déchets, contrôle vectoriel...)
- » Sensibilisation à l'hygiène
- » Système de gestion/maintenance infrastructures (comités de gestion eau, artisans réparateurs...).



**RÉHABILITATION DE CAPTAGE DE SOURCE  
PETIT GOÂVE, HAÏTI**

Depuis le tremblement de terre d'Haïti en 2010, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE accompagne les communautés rurales affectées à travers des activités de réhabilitation des ouvrages existants avant la catastrophe. Réduction du risque sanitaire (notamment le choléra), renforcement des capacités de résilience face à de nouveaux aléas, nos équipes ont ainsi réhabilité 3 réseaux d'eau, 2 sources et plusieurs infrastructures d'alimentation en eau potable dans cette région.

## RETOUR A L'AUTONOMIE

Les Programmes de Transfert Monétaire (PTM) sont de plus en plus utilisés pour répondre aux besoins des populations affectées par des crises. Lorsque les marchés sont fonctionnels, les PTM remplacent efficacement les aides en nature. Ils constituent un outil pertinent pour répondre à des besoins multiples -nourriture, eau, abris, éducation, santé- tout en respectant la dignité des bénéficiaires à travers le libre choix de leurs priorités et en soutenant l'économie locale.

### ACTIVITÉS

- » Coupons d'eau potable (Voucher for Water)
- » Distribution monétaire
- » Transfert monétaire (carte bancaire)



**DES COUPONS D'EAU POTABLE  
DHOBLEY, SOMALIE**

Dans cette région aride, les populations rurales souffrent du manque d'eau. Nos équipes mettent donc en œuvre un programme de coupons. Ce procédé permet aux ménages ciblés d'accéder à de l'eau potable, tout en dynamisant l'économie ; les bénéficiaires s'approvisionnant auprès des marchands d'eau. Ce système de coupons permet aux femmes qui sont en charge de l'eau de dégager du temps pour réaliser des activités économiques, entretenir leur foyer et s'occuper de la santé des enfants.

## RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

Pour mieux répondre aux besoins des populations affectées par une crise, la réponse doit être échelonnée de l'urgence à la reconstruction en intégrant des éléments de réponse durable. Ainsi, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE intègre l'approche Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) dans ses secteurs d'intervention. En fonction de l'analyse des besoins et des capacités locales, elle contribue à la préparation, à l'atténuation et à la prévention des catastrophes.

### ACTIVITÉS

- » Préparation aux catastrophes en interne (plans de contingence) et externe (formations, systèmes d'alerte...)
- » Mitigation des impacts (renforcement de digues, construction de latrines surélevées...)
- » Renforcement des moyens d'existence (gestion communautaire des ressources naturelles, diversification des sources de revenus, promotion de techniques agricoles adaptées...)



**UN PLAN D'ACTION COMMUNAUTAIRE  
FACE À LA SÉCHERESSE - NORTH HERR, KENYA**

Les éleveurs de la région de North Horr, frappée par la sécheresse, ont beaucoup de mal à trouver pâturages et points d'eau pour leurs animaux, principale source de revenus et de protéines (lait) pour les enfants. Une situation également source de conflits entre les communautés d'éleveurs. SOLIDARITÉS INTERNATIONALE aide les groupements d'éleveurs à formuler des plans d'action pour réduire les risques. Les éleveurs ont ainsi construit des réservoirs d'eau de pluie, cultivé et stocké du foin pour la saison sèche ou encore participé à des formations pour améliorer leurs pratiques d'élevage.



**DÉVELOPPEMENT**

Si la lutte contre la propagation de maladies diarrhéiques passe d'abord par une réponse d'urgence, seuls des programmes d'envergure d'amélioration durable de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement permettent d'éliminer les maladies. Malgré un contexte de crise, quand les conditions sécuritaires, économiques et politiques le permettent, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE met donc en place des projets de plus long terme.

**ACTIVITÉS**

- » Centrale de potabilisation d'eau (production, distribution)
- » Construction de réseaux d'eau potable
- » Construction de bornes fontaine
- » Maintenance communautaire des infrastructures



**UNE CENTRALE DE TRAITEMENT DE L'EAU POUR LUTTER CONTRE LE CHOLÉRA - KALÉMIE, RDC**

*Pour endiguer les épidémies de choléra dans l'est de la République démocratique du Congo, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE met en œuvre des solutions durables, adaptées aux contextes. En milieu urbain, seules des interventions complexes et longues (5-15 ans), permettent de réduire les risques d'épidémies. À Kalémie, en partenariat avec la Regideso, nos équipes réhabilitent le réseau d'adduction d'eau potable. Datant de la colonisation belge, il ne couvrait jusqu'ici que très partiellement les besoins des 250 000 habitants.*

## Pourquoi les toilettes sauvent des vies ?

### Interview de Jean-Marc Leblanc, référent Eau, hygiène et assainissement chez SOLIDARITÉS INTERNATIONALE.

#### Où en est-on de l'accès aux toilettes dans le monde ?

Aujourd'hui, 2,4 milliards de personnes n'ont pas accès à une installation d'assainissement améliorée, c'est-à-dire des toilettes. Si ce chiffre a légèrement baissé par rapport à l'an dernier (2,6 milliards), c'est encore beaucoup trop important. A peine plus de la moitié de la population (51%) utilise des toilettes en zone rurale et près d'un milliard de personnes pratiquent encore la défécation à l'air libre.

#### Quels sont les conséquences du manque de toilettes ?

Elles sont multiples. En termes de santé, avoir des toilettes qui fonctionnent correctement permet d'éviter la propagation des maladies. Prenons l'exemple du choléra. En Haïti, si les toilettes contaminées par le *vibrio cholerae* se bouchent et débordent, elles contaminent les rivières. Cela provoque des flambées d'épidémie de choléra. Au-delà du choléra, il faut savoir que près de 375 000 tonnes de

matières fécales sont déposées chaque jour dans la nature et qu'1,8 milliard de personnes consomment de l'eau contaminée par des matières fécales. Or, un seul gramme de fèces contient jusqu'à 10 millions de virus dont la poliomyélite et 1 million de bactéries responsables de la dysenterie ou de la diarrhée.

#### Le manque de toilettes frappe aussi de façon moins visible...

Le manque de toilettes a en effet des conséquences sur l'éducation des jeunes filles notamment. L'absence d'infrastructures sanitaires constitue l'une des causes majeures du décrochage scolaire des jeunes filles dans le monde, qui sont des millions à ne plus oser aller à l'école à l'âge de leurs premières règles. 272 millions de journées d'école sont manquées à cause du manque de toilettes, selon l'Unicef. On peut aussi parler de la sécurité des femmes qui, par manque d'infrastructures sanitaires, doivent marcher, se cacher, et attendre la nuit pour se soulager à l'air libre. Des centaines de milliers d'entre elles préfèrent se priver de repas et évitent

de boire pour ne pas aller aux toilettes, parce que le manque de latrines les obligerait à partager celles des hommes.

#### Quelles sont les solutions mises en place par SOLIDARITÉS INTERNATIONALE ?

En fonction de la situation, nous mettons en place 4 types de latrines : des tranchées de défécation en phase d'urgence aiguë, des latrines d'urgence classiques à fosse simple, des latrines semi-permanentes dont la fosse pourra être vidangée par un camion-citerne et enfin des latrines durables connectées à un réseau ou permettant la mise en œuvre du processus de compostage. Il faut savoir que l'accès à des latrines réduit d'un tiers les maladies liées aux diarrhées. Nos équipes mettent également en place des programmes de distribution de kits hygiène (savon, brosse à dents, chlore...) couplés à des sessions de sensibilisation à l'hygiène qui visent à améliorer les conditions d'hygiène afin de réduire le risque de maladies : se laver les mains avec du savon divise par deux le risque de diarrhées.

# La finance pour un accès à l'eau durable



PAR GARY WHITE  
Président et cofondateur  
de Water.org

**Que se passerait-il si le monde ne voyait plus les personnes vivant dans la pauvreté comme étant des bénéficiaires d'aide, mais comme des clients potentiels avec le pouvoir financier de définir leur propre avenir ? Water.org croit que ce point de vue est la solution, tel que le démontre notre approche financière dénommée WaterCredit.**

**D**ANS les premiers temps, la crise de l'eau paraissait simple à régler : dépenser de l'argent pour fournir de l'eau à un village et collecter de nouveaux fonds pour en donner au suivant. En mettant en œuvre notre mission, puits par puits, il nous a paru très vite évident que l'assistance ne pourrait résoudre cette crise seule. Il nous fallait quelque chose d'évolutif afin de répondre aux besoins les plus urgents. En travaillant avec les communautés sur le terrain, nous avons vu des personnes vivant au bas de la pyramide économique emprunter et rembourser des prêts pour des dépenses comme le logement ou le démarrage d'une activité génératrice de revenus. Je me suis dit : pourquoi pas pour l'eau et les toilettes ?

Le fait d'inclure des produits financiers liés à l'eau et l'assainissement dans les portefeuilles des organismes de prêt, afin de financer l'accès à une eau salubre et à l'assainissement, nous paraissait logique. Nous avons travaillé étroitement avec des partenaires de microfinance sélectionnés et nous avons utilisé des subventions ciblées afin de les aider à développer un portefeuille de prêts en lien avec l'eau et l'assainissement. Nous les avons aidés à analyser le marché et nous avons trouvé que lorsqu'elles avaient le choix et l'occasion de payer pour des améliorations de l'eau et de l'assainissement sur une période raisonnable, les familles préféreraient financer des solutions à long terme plutôt que de lutter au quotidien pour trouver chaque litre d'eau potable, utiliser des toilettes communautaires payantes plutôt que de prendre le risque de violences physiques en déféquant à l'air libre.

Ainsi, depuis six ans nous avons développé des partenariats avec plus de 50 institutions de microfinance (IMF) et associations locales pour démarrer WaterCredit afin d'installer ou de construire des réseaux d'eau, des réservoirs de stockage d'eau de pluie, des toilettes ainsi que des salles de bains équipées. Aujourd'hui, des femmes

comme Nureni en Indonésie ont accès à une eau potable chez elles, leur permettant de recouvrer le temps et l'argent perdus en achetant ou en trouvant de l'eau pour sa famille. Le fait d'éliminer ces coûts liés à la survie redonne à Nureni le temps et les ressources nécessaires pour générer un revenu pour sa famille. Elle utilise de l'eau du

***“ Nous ne mettrons pas un terme à la pauvreté sans d'abord mettre fin à la crise de l'eau et de l'assainissement ”***

MATT DAMON

Porte-parole de Water.org



robinet de sa cuisine pour préparer un gâteau de riz à la noix de coco, un plat qu'elle vend tous les matins dans son village. Avec ses gains, elle a pu envoyer son fils à l'école.

L'histoire de Nureni nous révèle qu'au travers de WaterCredit, les personnes vivant en situation de pauvreté ont la possibilité de recouvrer les coûts liés à la survie comme le puisage de l'eau et de faire fleurir leur potentiel économique de nombreuses façons. Nous commençons par montrer que les personnes vivant dans des campe-

ments informels ne sont pas un fardeau pour la société mais peuvent même être une source d'amélioration systémique.

WaterCredit fonctionne en finançant des associations et des prêteurs en microfinance dans les secteurs du développement de capacités et de l'assistance technique. Ces partenaires exploitent des financements bancaires et issus de marchés de capitaux afin d'accorder des prêts à des personnes comme Nureni. Les prêteurs peuvent payer des fournisseurs de services d'eau et d'assainissement pour des produits et des services tels que les réseaux d'eau chez eux ou la construction de toilettes. Avec un taux de remboursement de 99%, WaterCredit a rendu possible près de 700 000 prêts liés à l'eau et à l'assainissement, touchant près de 3 millions de personnes. Pendant ce temps, Water.org a exploité 13 millions de dollars en subventions évolutives pour générer 139 millions de dollars en capitaux commerciaux et sociaux.

Grâce à la finance, nous avons trouvé une solution pour améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement en aidant des millions de personnes en situation de pauvreté à devenir des clients et en laissant l'assistance aux populations les plus vulnérables. Pour aller plus loin, cette approche a un potentiel d'évolution dans diverses structures, telles que les petites banques, les banques rurales régionales et les banques coopératives, entre autres. Ainsi, l'on développe l'opportunité de prêt à la base de la pyramide et l'on libère des ressources financières pour les autres. Les personnes en situation de pauvreté ne sont pas un problème à résoudre, elles sont une ressource et des acteurs puissants de la solution. L'atteinte de l'Objectif de Développement Durable 6 dépend beaucoup de la mobilisation de ressources au sein des pays en développement, afin d'apporter une eau salubre et des toilettes à chacun.



## “ L'eau, une question de santé, d'éducation et de sécurité ”



PAR DOMINIQUE  
PORTEAUD  
Coordinateur  
du Cluster Eau, hygiène  
et assainissement

**La coordination des acteurs humanitaires lors d'une crise est primordiale pour assurer l'efficacité de l'aide. Parmi les 11 Clusters existants, 4 sont pris en main par l'Unicef.**

L'approche Cluster date de 2004, quand a été mise en place la “ Réforme Humanitaire ” qui a défini clairement qui doit gérer quels secteurs.

Notre travail au sein du Global Wash Cluster consiste à coordonner les différents acteurs afin d'apporter une réponse la plus efficace sur les secteurs Eau, hygiène et assainissement (EHA), l'Unicef coordonne également le cluster de la protection des enfants et ceux de la nutrition et de l'éducation. Notre objectif principal est que la réponse humanitaire soit gérée par le gouvernement. Mais parfois, en raison du contexte (crise, catastrophes naturelles, envergure de la réponse), le cluster est mis en place pour venir en aide et soutenir le gouvernement dans sa coordination de la réponse aux urgences. L'Unicef a reçu ce mandat en raison de ses capacités : présence dans 125 pays et 550 experts en EHA. L'accès à l'eau est un droit fondamental. Pour nous, l'accès à l'eau, c'est prévenir des maladies : avec de l'eau propre, les enfants sont moins malades. L'accès à l'eau, c'est aussi l'éducation. Plus l'eau est proche, plus les enfants peuvent dégager du temps pour aller à l'école. L'accès à l'eau, c'est aussi la sécurité car plus l'eau est éloignée plus les risques d'agression augmentent, notamment dans les camps de réfugiés et de déplacés.

**Il y a eu très peu d'innovations en termes d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement ces 15 dernières années.**

Aujourd'hui, de nombreux challenges doivent être relevés. Je pense aux jerrycans. Dans les urgences, par exemple en République Centrafricaine, on a des petits jerrycans pliables en plastique de 10 litres, très faciles à transporter. Le problème est qu'ils ne sont pas solides. Il faut les remplacer au bout de 3 mois. Les seuls jerrycans assez solides sont ceux de 20 litres. Mais ils ne sont pas pliables et sont donc bien trop coûteux à transporter. On réfléchit donc à un nouveau type de jerrycan de 20 litres, pliable et résistant. Les innovations concernent

aussi la promotion de l'hygiène avec les nouveaux moyens de communication, les différents types de latrines en fonction du contexte (zone inondable, sol dur...) ou le problème de la désalinisation de l'eau qui coûte encore trop cher.

**En 2016, toutes les prévisions montrent que le phénomène El Niño risque d'être particulièrement intense dans un grand nombre de pays.**

El Niño est un problème de grande envergure. De notre côté, nous anticipons les risques en faisant du plaidoyer pour sensibiliser les gouvernements, les bailleurs et les donateurs pour avoir une ligne commune. On contacte les pays pour identifier avec eux les besoins de coordination et mettre en place des programmes. Malheureusement, les questions d'anticipation et de réduction des risques de catastrophes nécessitent des financements qui ne suivent pas toujours.

**En septembre 2015, les Nations unies ont voté les Objectifs de Développement Durable. Parmi ces objectifs, il y a l'objectif Eau qui vise un accès universel à l'eau et à l'assainissement d'ici 2030.**

Je suis un peu dubitatif quant à la réalisation de cet objectif. Prenons l'exemple de l'Ethiopie. Dans ce pays qui a lourdement investi, la couverture en termes d'accès à l'eau est de l'ordre de 63%. De ce point de vue-là, il y a eu une avancée fantastique. Malheureusement, quand on se penche sur la fonctionnalité des systèmes, on descend à seulement 35%. Le problème, c'est la maintenance, la continuité, même dans ce pays où les capacités techniques existent. Mais grâce à cet exemple de l'Ethiopie, il y a beaucoup plus de discussions aujourd'hui sur la résilience des populations, la préparation face aux changements climatiques et la gestion des ressources.



# “ Agir pour l'accès à l'eau potable, c'est être au cœur du principal défi de santé de notre temps ”



PAR GUILLAUME LE LOUP

Docteur en médecine, docteur en sciences et diplômé de Sciences Po Paris. Spécialisé dans les maladies infectieuses et la médecine tropicale, il est praticien hospitalier des hôpitaux de Paris.

“ Les associations non médicales, mais impliquées dans l'aide d'urgence aux populations fragilisées, dans l'hygiène et l'assainissement, peuvent jouer, aux côtés des ONG médicales, un rôle pivot dans la réponse aux maladies liées à l'eau, mais aussi d'Ebola ”

**Avec la vaccination à grande échelle des populations, l'hygiène et l'assainissement de l'eau ont contribué, plus que toute autre mesure de santé publique, à réduire la mortalité et allonger l'espérance de vie.**

Plus de 150 ans ont passé depuis que Snow a apporté à Londres la preuve irréfutable du rôle de l'eau insalubre et de l'efficacité des mesures d'hygiène en donnant un coup d'arrêt à l'épidémie de choléra qui ravageait la capitale britannique. Et pourtant, alors que s'achève en 2015 la “*décennie de l'eau*”, plus de deux milliards d'hommes ne bénéficient pas encore des mesures, même élémentaires, d'accès à une eau propre.

“*L'eau, source de vie*”, le thème choisi par l'OMS traduit bien le rôle vital de l'eau dans la santé des populations. De multiples façons, l'eau détermine la santé. Quatre grands groupes de maladies sont liées à la disponibilité et à la qualité de l'eau, ainsi qu'à la gestion efficace des ressources hydriques :

- » **Les maladies en rapport avec une carence aiguë ou chronique en eau propre.** Cette carence peut survenir durant les épisodes de sécheresse, ou lors des destructions des infrastructures approvisionnant les populations (guerres ou catastrophes naturelles). Le risque est alors une déshydratation aiguë qui engage très rapidement le pronostic vital, en particulier chez les jeunes enfants. Les difficultés chroniques d'accès à une eau propre sont responsables de terribles maladies en rapport avec le manque d'hygiène des mains et du visage. Le trachome, cause majeure de cécité notamment en Afrique, est d'abord prévenue efficacement par le nettoyage du visage.
- » **Les maladies liées à la contamination de l'eau par un agent infectieux - un microorganisme - transmis à l'homme à l'occasion d'un contact avec l'eau ou d'une consommation d'eau.** Il suffit parfois d'un bain en

eau douce, comme dans le cas de la bilharziose, pour s'infecter, mais c'est l'ingestion de l'eau contaminée qui représente le plus grand pourvoyeur de maladies bactériennes ou virales graves.

Dans ce groupe se trouvent : en particulier le choléra, qui atteint encore plus de 50 pays, la typhoïde, le rotavirus, les hépatites A et E, l'amibiase, et l'ensemble des microorganismes provoquant des diarrhées sévères, en particulier chez l'enfant.

Le cycle de transmission des agents infectieux permet de comprendre le potentiel épidémique de ces maladies, ainsi que le rôle des mesures d'hygiène (en particulier le lavage des mains) et d'assainissement (notamment les latrines) pour stopper leur propagation. L'eau est initialement contaminée par les selles d'une personne malade, qui contiennent les agents infectieux en grande quantité. Lorsque cette eau est utilisée ou ingérée par une personne jusque-là indemne, elle transmet alors la bactérie ou le virus qui provoque chez le patient des diarrhées, c'est-à-dire le rejet dans l'environnement de selles contaminées.

- » **Les maladies liées à la contamination de l'eau par des toxiques,** telle que l'arsenic et le fluor. La consommation chronique d'arsenic est ainsi à l'origine de plusieurs cancers, celle de fluor cause la survenue de maladies osseuses et dentaires.
- » **Les maladies à transmission dite vectorielle,** c'est à dire transmise par des insectes, principalement des moustiques, dont la vie dépend de la présence de réservoirs d'eau où ils peuvent se développer. Deux des principales maladies qui touchent les pays du sud, le paludisme

et la dengue, sont transmises par une piqûre de moustique mais liées à l'eau car c'est dans ce milieu, en zone rurale ou en zone urbaine, que le moustique poursuit son développement, favorisé par la stagnation des eaux de pluie.

- » **Enfin, sans être une source directe d'infection et de maladie pour l'homme, l'eau peut être un milieu dans lequel survit plusieurs jours un agent infectieux.** C'est le cas du virus Ebola. C'est pourquoi lors de la récente épidémie en Afrique de l'Ouest, l'OMS a recommandé des mesures strictes d'hygiène et de gestion des eaux usées dans les centres prenant en charge des patients infectés.

L'accès à l'eau salubre demeure donc aujourd'hui, au-delà de l'enjeu géopolitique, un défi majeur et prioritaire de la santé publique internationale. Qu'on en juge par les quelques chiffres publiés dans ce Baromètre. Un rapport récent de l'OMS et de l'Unicef a également montré que dans 54 pays à faible revenu, près de 40% des établissements de soins, en particuliers les hôpitaux, n'ont pas un accès, même rudimentaire, à l'eau salubre au sein de la structure ou à proximité. Ces données et ces chiffres font comprendre le rôle clé d'ONG expertes telles que SOLIDARITÉS INTERNATIONAL dans la santé publique mondiale, pour répondre à des risques sanitaires de grande ampleur tels que les épidémies de choléra ou de virus Ebola. En choisissant l'eau propre comme centre de son action, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL se place au cœur du principal défi de santé de notre temps.

\*Au sein de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, il a effectué des missions humanitaires en Afghanistan (1987), en Roumanie (1989) et au Kurdistan irakien (1991-1992). Il est membre du Conseil d'Administration de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL.



## CHOLÉRA

Entre 1,4 et 4,3 millions de cas chaque année  
148 000 morts chaque année

AFRIQUE / AMÉRIQUE LATINE / ASIE / EUROPE / OCÉANIE

“La maladie des mains sales” est causée par la bactérie *Vibrio cholerae*. Elle se transmet par la consommation d'aliments ou d'eau contaminés par les selles de personnes infectées.

### TRAITEMENT – INTERVENTION

Le traitement du choléra consiste à remplacer les liquides et les électrolytes perdus. L'utilisation des sels de réhydratation orale (SRO) est le moyen le plus rapide et le plus efficace pour y parvenir. La prévention permet également de lutter contre la propagation de la maladie (approvisionnement en eau de boisson saine en quantité suffisante, bonne hygiène personnelle et alimentaire, évacuation hygiénique des excréta).



## DENGUE

390 millions de cas de dengue par an, dont 96 millions présentent des manifestations cliniques

AFRIQUE / AMÉRIQUES / MÉDITERRANÉE ORIENTALE / ASIE DU SUD / PACIFIQUE OCCIDENTAL

Transmise par des moustiques tigres femelles infectées (genre *Aedes*), cette maladie infectieuse grave de type grippal -à l'issue rarement fatale- touche les nourrissons, les jeunes enfants et les adultes.

### TRAITEMENT – INTERVENTION

Il n'existe pas de vaccin pour se protéger contre la dengue. La méthode de prévention la plus efficace reste la protection personnelle qui doit prévenir des piqûres de moustique : moustiquaires, vêtements à manches longues et produits répulsifs.



## DIARRHÉE

1,7 milliard de personnes sont affectées par des diarrhées chaque année. Plus de 842 000 personnes -dont 350 000 enfants de moins de 5 ans- en meurent

MONDE ENTIER

La diarrhée est un symptôme d'une infection causée par un grand nombre d'organismes bactériens, viraux et parasitaires dont la plupart peuvent se propager par l'eau contaminée. (88% des cas sont attribuables à un mauvais assainissement, à une hygiène médiocre ou à une eau insalubre) Elle est plus fréquente lorsqu'il n'y a pas d'eau propre pour la boisson, la cuisine et le nettoyage, et lorsque les règles d'hygiène essentielles ne sont pas respectées.

### TRAITEMENT – INTERVENTION

Pour lutter contre ce fléau, il faut un accès à une eau de boisson potable, à un assainissement amélioré, à une hygiène personnelle et alimentaire adaptée, ainsi qu'à une éducation sanitaire sur la manière dont l'infection se propage.



## FIÈVRES TYPHOÏDES ET PARATYPHOÏDES

17 millions de cas environ au niveau mondial

LA PLUPART DES PAYS LES MOINS INDUSTRIALISÉS

Les fièvres typhoïde et paratyphoïde sont des infections causées par des bactéries *Salmonella typhi* et *Salmonella paratyphi*. Les personnes deviennent infectées lors de l'ingestion d'aliments ou de boissons qui ont été manipulé(e)s par une personne infectée ou après avoir consommé de l'eau de boisson contaminée par des selles ou des effluents contenant les bactéries.

### TRAITEMENT - INTERVENTIONS

Hygiène personnelle, lavage des mains, approvisionnement en eau saine, assainissement adéquats... Un vaccin est disponible, bien qu'il ne soit pas recommandé systématiquement et qu'il ne fournit pas une protection totale vis-à-vis de l'infection.



## GALE

Près de 300 millions de cas recensés chaque année  
MONDE ENTIER

Infection cutanée contagieuse causée par un acarien microscopique (*Sarcoptes scabiei*), la gale se propage rapidement dans des conditions de promiscuité. Elle se signale le plus fréquemment par une éruption papuleuse entre les doigts de la main.

### TRAITEMENT – INTERVENTION

L'hygiène personnelle est une mesure de prévention importante et l'accès à un approvisionnement en eau adéquat est essentiel pour la lutte contre cette maladie. Le traitement des patients se fait par pommade acaricide précédée d'un bain chaud avec savonnage soigneux. Les vêtements infestés devraient être stérilisés ou lavés à l'eau savonneuse chaude.



## HÉPATITE

MONDE ENTIER. FORTE PRÉSENCE DE L'HÉPATITE A EN AFRIQUE / AMÉRIQUE CENTRALE / AMÉRIQUE DU SUD / ASIE

Deux des virus qui causent l'hépatite (hépatite A et E) peuvent être transmis par l'eau et les aliments. Parmi les causes infectieuses, on peut mentionner un approvisionnement en eau insuffisant ainsi qu'un mauvais assainissement et une hygiène de mauvaise qualité.

### INTERVENTIONS - TRAITEMENT

Il n'existe aucun médicament antiviral. La prévention passe par l'éducation sur l'assainissement de bonne qualité et l'hygiène personnelle, notamment le lavage des mains, des approvisionnements en eau propre suffisante et l'élimination adéquate des déchets.



## MALNUTRITION

795 millions de personnes sont sous-alimentées  
MONDE ENTIER, DONT 20% DE LA POPULATION

### DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

La sous-nutrition touche une personne sur trois, tous groupes d'âge confondus même si elle affecte particulièrement les plus pauvres et ceux qui ont un accès insuffisant à l'eau propre, à un assainissement de bonne qualité et à un manque d'éducation sanitaire.

Problème de santé majeur, la malnutrition est un terme général communément utilisé comme une alternative au terme de sous-nutrition bien qu'il désigne également la surnutrition (obésité). L'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène, étant donné l'impact direct qu'ils ont sur la santé et notamment l'occurrence de diarrhées, sont des aspects critiques à prendre en compte pour la prévention de la malnutrition. L'impact de la diarrhée persistante ou à répétition sur la malnutrition, et à l'inverse l'effet de la malnutrition sur la sensibilité à la diarrhée infectieuse, sont des éléments qui renforcent ce cercle vicieux, notamment chez les enfants dans les pays en développement.

### INTERVENTIONS

Les interventions qui contribuent à la prévention de la malnutrition comprennent : l'amélioration de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène, l'éducation aux bonnes pratiques d'hygiène, un meilleur accès à une alimentation en quantité et qualité suffisante, ainsi qu'aux services de santé de base.



## ONCHOCERCOSE

18 millions de personnes sont infestées  
dans le monde

AFRIQUE / AMÉRIQUE DU SUD / AMÉRIQUE CENTRALE /  
PÉNINSULE ARABIQUE

Deuxième cause principale de cécité d'origine infectieuse dans le monde, la "cécité des rivières" est une maladie parasitaire ayant pour vecteur la simule, petit moucheron noir qui se reproduit dans l'eau.

### INTERVENTIONS

Deux mesures principales existent pour lutter contre l'onchocercose : les pulvérisations d'insecticides sur les gîtes larvaires des simules et le traitement des patients avec un médicament (l'ivermectine) qui tue les jeunes vers.



## PALUDISME

Entre 300 et 500 millions de cas et plus d'un million de décès chaque année

AFRIQUE SUBSAHARIENNE / ASIE DU SUD-EST /  
AMÉRIQUE DU SUD

Le paludisme, ou malaria en anglais, est la maladie infectieuse parasitaire la plus importante dans le monde. Elle est due à un parasite du genre *Plasmodium*, transmis, la nuit, lors de la piqûre par une femelle moustique du genre *Anopheles*. Sans traitement rapide et efficace, le paludisme peut évoluer vers une forme cérébrale grave et mortelle.

### TRAITEMENT – INTERVENTION

Aucun vaccin n'est disponible pour lutter contre le paludisme. Les médicaments anti-paludiques préventifs ne garantissant pas une protection absolue contre l'infection, il est important de se protéger des piqûres de moustiques : moustiquaires, produits anti-moustiques, prévention du paludisme durant la grossesse, détection précoce et contrôle des épidémies de paludisme.



## LA SCHISTOSOMIASE

200 millions de personnes infectées. 600 millions de personnes risquent de contracter l'infection

AFRIQUE / AMÉRIQUE CENTRALE / CARAÏBES / BRÉSIL /  
ASIE DE L'EST / IRAN / ARABIE SAOUDITE

La schistosomiasis ou bilharziose est une maladie hydrique considérée comme la deuxième infection parasitaire en importance après le paludisme. La transmission se produit quand les gens souffrant de schistosomiasis contaminent les sources d'eau douce avec leurs excréments.

### TRAITEMENT – INTERVENTIONS

Une amélioration de l'assainissement et de l'alimentation en eau potable minimise la contamination de l'eau douce et réduit le contact avec celle-ci, limitant donc la transmission. L'éducation sanitaire est une composante fondamentale qui garantit la participation communautaire aux interventions de lutte.



## TRACHOME

Six millions de personnes dans le monde sont aveugles du fait du trachome.

Plus de 150 millions de personnes ont besoin d'un traitement  
MOYEN-ORIENT / AFRIQUE DU NORD ET SUBSAHARIENNE /  
SOUS-CONTINENT INDIEN / ASIE DU SUD / CHINE /  
AMÉRIQUE LATINE / AUSTRALIE / ÎLES DU PACIFIQUE

Causée par un organisme appelé *Chlamydia trachomatis*, cette maladie infectieuse des yeux peut provoquer une cécité après des infections répétées. Elle est transmise par les mains, par les vêtements ou par des mouches qui se posent sur le visage de l'enfant infecté.

### INTERVENTION

Il a été prouvé qu'une bonne hygiène personnelle, ainsi qu'une bonne hygiène du milieu (amélioration de l'assainissement, amélioration de l'accès à l'eau, la réduction des sites larvaires des mouches et une hygiène faciale accrue avec de l'eau propre) sont efficaces pour combattre le trachome.



# Accès à l'eau pour tous : soyons optimistes !



PAR THIERRY  
VANDELDE  
Docteur en science  
et délégué général  
de la fondation Veolia

**Le dernier rapport du Joint Monitoring Program (JMP), publié conjointement par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Unicef, proclame que les Objectifs du Millénaire (OMD) ont été atteints en ce qui concerne l'accès à l'eau potable. Ce succès, affiché en introduction du document, aurait même été concrétisé avec cinq ans d'avance. Pourtant les questions liées à l'eau continuent d'inquiéter.**

**D**ANS un classement du Global Risks Landscape effectué en 2015 et rendu public lors du dernier Forum économique mondial de Davos, le manque d'eau ou ses excès sont perçus comme risque numéro 1, tant en termes d'impact que de probabilité. Plus troublant encore, les maladies liées à l'eau – et notamment la plus symptomatique d'entre elles, le choléra –, sont en réémergence. Chaque année, cette pathologie touche 3,5 millions de personnes<sup>1</sup> et en tue entre 100 et 120 000.

Ces apparentes contradictions s'expliquent aisément. D'un côté, de vrais progrès ont été réalisés en matière d'accès à l'eau, mais de manière très inégale selon les pays. De l'autre, l'assainissement est en voie de stagnation voire de régression dans de nombreux pays<sup>2</sup>. Les récentes flambées épidémiques, telles que la fièvre Ebola qui a touché l'Afrique de l'Ouest en 2014 et 2015, ont démontré l'insuffisance des systèmes de santé des pays les plus touchés. Elles ont aussi révélé l'importance d'investir dans des services d'assainissement, d'accès à l'eau et, plus généralement, mis en exergue la nécessité de renforcer l'hygiène publique dans les zones rurales et les grands centres urbains.

## En RDC, la corrélation entre les résurgences de choléra et les coupures d'eau subie par la population est prouvée

La question du financement de ces actions prioritaires reste posée. Le coût des infrastructures nécessaires représente des sommes considérables. Se contenter de demi-mesures ou d'actions ponctuelles serait, en la matière, parfaitement inefficace. À ce titre, la lutte contre le choléra en

République démocratique du Congo (RDC) constitue un exemple frappant. La London School of Hygiene & Tropical Medicine (LSHTM), partenaire scientifique du plan stratégique national d'éradication du choléra soutenu par la fondation Veolia en RDC, a prouvé la corrélation entre les résurgences de choléra et les coupures d'eau que subit la population. Dans une étude publiée fin 2015, elle démontre le lien direct entre une fourniture d'eau potable défaillante et le taux d'admission de patients au centre de traitement du choléra de la ville d'Uvira<sup>3</sup>. La démonstration milite en faveur d'une meilleure prise en compte de la qualité des services d'eau via une stratégie de lutte intégrée, inscrite dans la durée et relative à l'ensemble des zones concernées.

Une coalition d'acteurs a d'ailleurs pris forme pour soutenir les pouvoirs publics de RDC. SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a pris sa place dans ce programme basé sur une approche multisectorielle. L'ONG agit aux côtés d'autres acteurs (Médecins sans frontières, Gouvernorat du Katanga, Comité international de la Croix-Rouge...) depuis plusieurs années pour améliorer l'accès à l'eau à Kalémie, l'un des grands foyers du choléra. D'autres comme Oxfam et la fondation Veolia agissent sur la ville d'Uvira avec l'appui de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Union européenne. D'autres encore (Mercy Corps, Action contre la faim...) interviennent à Goma.

Ce concours d'efforts et de financements a de quoi alimenter l'optimisme ! Il irrigue tous les acteurs internationaux. L'OMS a lancé en juin 2015 un groupe de travail WASH (Water, Sanitation and Hygiene) dans le cadre de la Global Taskforce on Cholera Control (GTFCC). Le nouveau programme de développement durable établi par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a fait de

l'accès à l'eau propre et à l'assainissement le 6<sup>e</sup> de ses 17 objectifs mondiaux. Enfin, le droit à l'eau intègre progressivement les constitutions des Etats. Au Burkina Faso, l'accès à l'eau potable est devenu un droit constitutionnel en 2015. De quoi laisser présager une meilleure prise en compte du sujet par les générations futures.

1. Données OMS
2. Tel qu'en témoigne le Rapport spécial pour l'Afrique GLAAS 2014.
3. Les analyses révèlent que 23,2 % des cas de choléra rapportés dans cette ville entre 2009 et 2014 peuvent être expliqués par les pannes récurrentes de la centrale de traitement d'eau potable.

### RESSOURCES :

- » Rapport du Joint monitoring Program (JMP) : [apps.who.int/iris/bitstream/am/10665/177752/1/9789241509145\\_eng.pdf](http://apps.who.int/iris/bitstream/am/10665/177752/1/9789241509145_eng.pdf)
- » Classement du Global Risks Landscape (2015) : [reports.weforum.org/global-risks-2015/#frame/20a6](http://reports.weforum.org/global-risks-2015/#frame/20a6)
- » Rapport spécial pour l'Afrique, OMS, GLAAS 2014 [www.who.int/water\\_sanitation\\_health/glaas/2014/glaas-2014-africa/fr/](http://www.who.int/water_sanitation_health/glaas/2014/glaas-2014-africa/fr/)
- » L'étude de la London School of Hygiene & Tropical Medicine (LSHTM) : [fondation.veolia.com/fr/media/medias/le-programme-de-lutte-contre-le-cholera-mene-par-la-fondation-au-congo-kinshasa-suscite-une-publication-scientifique](http://fondation.veolia.com/fr/media/medias/le-programme-de-lutte-contre-le-cholera-mene-par-la-fondation-au-congo-kinshasa-suscite-une-publication-scientifique)
- » Compte-rendu de la réunion de mai 2015 du groupe de travail WASH de la GTFCC : [www.humanitarianresponse.info/ru/system/files/documents/files/2015.05.18\\_cr\\_plate-forme\\_cholera\\_wcar\\_annexe\\_1.pdf](http://www.humanitarianresponse.info/ru/system/files/documents/files/2015.05.18_cr_plate-forme_cholera_wcar_annexe_1.pdf)
- » Site de la Global Alliance Against Cholera (GAAC) : [www.choleraalliance.org/](http://www.choleraalliance.org/)



## De l'importance de l'eau dans la lutte contre l'épidémie Ebola

**Bien que le virus Ebola ne soit pas une maladie liée à l'eau, la nature spécifique de la réponse à cette épidémie a révélé l'importance de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement pour contenir et arrêter la propagation de la maladie.**

**28 636** cas et 11 315 morts selon les chiffres du début d'année 2016. *“L'ampleur sans précédent de l'épidémie Ebola de 2014-2015 a mis en évidence l'insuffisance de la préparation et de l'anticipation de la communauté internationale dans le traitement du virus”*, indique Andrea Angioletti, coordinateur Eau, hygiène et assainissement de l'équipe d'urgence de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL. Aux premières loges de la lutte contre l'épidémie aux côtés de Médecins du Monde dans le centre de prise en charge des malades de Moyamba en Sierra Leone, les équipes de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL ont développé une nouvelle réponse opérationnelle : *“en renforçant leur expertise EHA et en intégrant un accent particulier sur la prévention et le contrôle de l'infection pour venir en appui aux opérations médicales.”*

### Chloration et réhydratation, des aspects capitaux pour lutter contre la maladie

En charge de la désinfection des personnels médicaux et de leur matériel, de la décontamination quotidienne du centre qui passe par de l'eau chlorée, ainsi que de la gestion des déchets et des corps des patients décédés, les équipes de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL ont dû faire face à des défis organisationnels, logistiques et humains de taille. *“Il faut en moyenne par malade et par jour : près de 10 personnels formés, 150 litres d'eau et 1 kilo de chlore. Cette eau chlorée à différents dosages permet de désinfecter les tonnes de matériel (combinaison, masques, bottes) indispensable à la lutte contre le virus. Et c'est sans compter l'eau de boisson pour les patients pour qui la réhydratation est un aspect capital dans la lutte contre la maladie”*, souligne Andrea Angioletti.

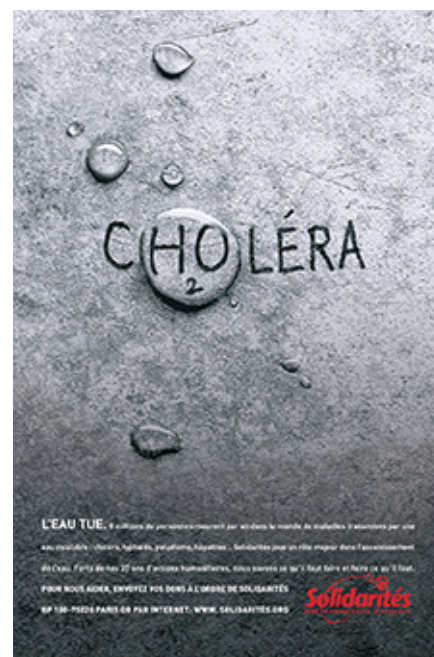
### Ebola a renforcé les liens entre les acteurs EHA et les acteurs médicaux

Réponse exceptionnelle à une crise hors-norme, cette intervention a indéniablement renforcé l'importance du secteur EHA dans la lutte contre les maladies. *“Cela nous a aussi permis de comprendre à quel point les acteurs EHA et les acteurs médicaux sont complémentaires face à ce type d'épidémie, insiste Andrea Angioletti. Grâce à l'expérience acquise dans la prévention et le contrôle des infections, nous avons non seulement permis le travail des médicaux, mais aussi parfois conseillé, voire même imposé des limites à leurs activités quand un risque de contamination ou d'infection était identifié.”*



Modélisation 3D du centre de traitement Ebola de Moyamba en Sierra Leone.





Les campagnes de communication 2008, 2009, 2010 et 2014 de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL pour la Journée Mondiale de l'Eau.

## Erreur d'accès : communiquer sur l'eau à l'heure de l'ultra-connexion



PAR CÉLINE HERVÉ-BAZIN  
Auteure-chercheuse  
spécialisée en  
communication sur l'eau\*

L'Humanité est plus connectée à Internet et au téléphone qu'à l'eau et l'assainissement. À l'heure des digital natives, likes Facebook et buzz de l'infotainment, l'eau fait face à de nouveaux défis de communication pour capter grand public, décideurs et médias.



## L'accès à l'eau, un acquis médiatique

En 2015 s'achève la décennie de *"l'eau source de vie"* placée sous l'égide de l'UNESCO. Ces dix années d'actions ont participé à une structuration de la communication sur l'eau par l'ONU-Eau créée en 2004, à la systématisation d'une célébration médiatique de la Journée Mondiale de l'Eau et enfin, à une victoire en 2012 avec la réalisation de l'objectif 7.C : *"Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base"*, annoncée en grande pompe par l'ONU non sans provoquer un tollé auprès du public et des professionnels.

Si l'entreprise de communication de l'ONU a suscité autant de critiques, c'est une conséquence de différentes réalités d'accès... Aujourd'hui, aux yeux du public, l'accès à l'eau défini par l'ONU reste flou : qu'est-ce qu'un accès à une eau *"améliorée"* (quelle potabilité ?), à distance raisonnable (3 km ou un robinet...) et pour quelle disponibilité (24h/24 ou 1h par jour...) ?

Médiatiquement, annoncer que l'accès à l'eau est atteint quand il signifie ici et ailleurs de *"l'eau chocolat"*, de l'eau *"à porter"* ou de l'eau *"comptée"*, c'est jeter (les perceptions) de l'eau sur le feu des projecteurs médiatiques... C'est rappeler que notre Humanité ne bénéficie pas du même type d'accès à l'eau et révéler une perception de ce que devrait être l'accès universel à l'eau : un accès qui n'est pas nécessairement celui d'une eau potable disponible au robinet.

## Une réalité et des réalités d'accès à l'eau

Une telle annonce a donc eu des impacts très profonds en matière de communication. Premièrement, l'accès à l'eau est devenu un acquis médiatique. Ensuite, il a confirmé les inégalités de développement. Cette bombe médiatique a rappelé que nous ne bénéficions ni du même droit au développement, ni du même droit à l'eau. L'évènement le plus flagrant de ces écarts nous a été donné par un phénomène viral sans précédent : l'Ice Bucket Challenge.

Revenons rapidement sur les faits. Eté 2014, le monde des réseaux sociaux est brutalement pris d'assaut par des vidéos de célébrités se renversant de l'eau glacée sur la tête pour les bénéficiaires de l'ACLA, association qui lutte contre la maladie de Charcot.

Pourtant, malgré le caractère *"noble"* de ce jeu -qui n'a pas transpiré aux yeux de tous-, un autre déferlement médiatique répond au caractère outrancier de l'acte : le gaspillage de l'eau. Deux mondes s'opposent : ceux qui jouent avec l'eau, ceux qui la préservent. Le renversement symbolique du seau, celui que l'on porte en marchant et que l'on garde chez soi, confirme une opposition de valeurs et interroge sur l'universalité de la *"cause de l'eau"*, celle-là même qui devrait créer une solidarité internationale puisque elle est... *"source de vie"*. L'eau est bel et bien sujette aux enjeux de perceptions de nos sociétés et aux inégalités de mobilisation.

## Paradoxe pour cause : visibilité contre engagement

La quantité d'information, de campagnes, de films et documentaires sur l'eau dans le monde est absolument incalculable. Les réseaux sociaux ne sont pas oubliés : selfie avec sa gourde, concours de photos de ses rivières, partage de son empreinte *"bleue"* et... Ice Bucket Challenge. Les consommateurs sont nombreux à manifester leur sensibilité et leur intérêt pour *"mon eau, ma bataille"*. Chacun affiche son acte pour montrer son engagement, alimentant oppositions de valeurs et de réalités de terrain.

Gaspillage, pollution, surconsommation... Les épisodes récents au Brésil (crise de la gouvernance à Sao Paulo, rupture du barrage dans le Minas Gerais passée quasi inaperçue dans les médias européens) montrent qu'il n'est pas facile de mobiliser sur un sujet à la fois global nécessitant prise de conscience internationale, consensus, universalité et à la fois local, fondamentalement individuel et personnel.

L'eau, présente dans les médias, mais à des temps programmés (agenda politique) ou subis (dans le cas de catastrophes naturelles) et surtout, mal comprise ou générant des incompréhensions, polémiques scientifiques voire des sceptiques, est à la recherche du bon registre pour arriver à mieux mobiliser, un défi que les associations humanitaires comme Solidarités international connaissent bien.

Face aux chiffres alarmistes d'une eau dont l'accès est de plus en plus difficile à garantir, les professionnels du secteur de l'eau estiment qu'on ne parle pas assez d'eau... Les citoyens sont également majoritaires à considérer qu'ils n'en savent pas assez sur l'eau. Selon le Baromètre européen (Eurobarometer 365), les citoyens européens

se sentent particulièrement concernés par les enjeux des pollutions des ressources en eau. Les Français, d'après le sondage Adoxa pour SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, partagent la même opinion. Alors comment communiquer pour mobiliser et effectivement améliorer la gestion de l'eau, voire garantir l'accès à l'eau pour tous ?

## La guerre de l'eau est morte, vive la guerre de l'eau !

Si les nouveaux Objectifs du Développement Durable (ODD) ont inscrit comme objectif n°6 *"assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable"* d'ici 2030 (Objectif 6.1), défendre cette *"cause"* ne suffit plus pour convaincre les nouvelles générations à la recherche d'applis fun, de formats courts qu'ils peuvent partager et dont ils peuvent rire, des jeux dont ils sont les héros. Lassés d'être culpabilisés, du misérabilisme qui joue sur le pathos et des postulats idéologiques simplistes, les nouvelles pratiques médias des jeunes révèlent une nouvelle forme de responsabilité pour tous.

À l'heure de la 5G, la communication ne peut plus se contenter de placer ses espoirs dans l'avenir en oubliant que le problème, c'est maintenant. La communication de l'eau -au même titre que les autres ressources naturelles- fait désormais face à un défi inédit : informer, convaincre, changer dans la durée et immédiatement. L'eau exige une communication pour la génération du maintenant. Entre ODD, réseaux sociaux, nouvelles formes de mobilisation, enjeux scientifiques et événements marquants la conscience populaire, la communication efficace sur l'eau appelle à un réflexe fondamental : considérer les perceptions, les images et les pratiques de communication ultra-connectée et autres effets de zapping pour mener à bien une nouvelle forme de guerre de l'eau, celle de la mobilisation - de tous et de chacun - pour atteindre l'ambition d'un accès à l'eau réellement universel et équitable.

À bon entendre, accès (à l'eau) autorisé à toute personne mobilisée.

*\*Céline Hervé-Bazin (PhD) est auteure-chercheuse spécialisée en communication sur l'eau depuis plus de dix ans. Elle a publié trois livres (L'invisible lien et Raconter l'eau, Ed. Autrement, 2012 et Water Communication, Ed. IWA Publishing, 2014) et plusieurs articles scientifiques sur les défis de la communication sur l'eau.*

# La communauté internationale a ouvert une nouvelle ère pour l'eau en 2015

**Les 120 acteurs français actifs à l'international au sein du Partenariat Français pour l'Eau (PFE) ont fait totalement leur cette déclaration de Ban Ki Moon et s'étaient organisés collectivement pendant de longs mois pour porter, en lien avec leurs nombreux partenaires internationaux, leurs contributions pour les cinq grands rendez-vous de 2015.**

PAR PHILIPPE GUETTIER, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU PARTENARIAT FRANÇAIS POUR L'EAU

» **L'AGENDA POST 2015**, adopté par l'Assemblée générale des Nations unies en septembre, intègre un Objectif dédié promouvant une approche intégrée : accès universel à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène, lutte contre les pollutions, efficacité des usages, bonne gouvernance, préservation des écosystèmes aquatiques, coopération internationale et renforcement de capacités et participation des populations locales. Elle figure également dans d'autres Objectifs comme la sécurité alimentaire, l'énergie, la santé, les villes durables... ;

» **LE PLAN D'ACTION RELATIF AU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015** adopté à Addis-Abeba en juillet constitue un nouveau cadre de référence pour les bailleurs de fonds, y compris ceux qui financent les projets liés à l'eau;

» **LE CADRE D'ACTION DE SENDAI**, adopté en mars, fixe de nouvelles orientations relatives aux risques et aux catastrophes naturelles, notamment dans le domaine de l'eau;

» **ENFIN, L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT**, adopté par 195 pays lors de la COP 21 en décembre, fixe dans ses priorités l'adaptation au changement climatique au même titre que la réduction des rejets de gaz à effet de serre. L'eau, qui est la première cible de l'adaptation (80% des projets d'adaptation concernent l'eau), rentre donc pleinement dans la mise en œuvre de cet Accord, en particulier en ce qui concerne l'accès aux financements prévus pour les pays en développement. Ainsi, par exemple, entre 20 à 35 milliards de US\$ pourraient être mobilisés par le Fonds vert chaque année à partir de 2020 pour des projets liés à l'eau.

*“ L'heure est maintenant à la mise en œuvre de ces décisions politiques et à une vigilance de tous les instants. ”*

Si ce sont les Etats qui sont chargés de mettre en œuvre ces décisions dans le cadre de leurs politiques internes et de fournir régulièrement un état de leurs progrès, les acteurs de l'eau de toutes natures doivent agir au niveau qui est le leur et être vigilants pour que les engagements politiques soient tenus. Les défis sont toujours immenses.

De plus, les engagements volontaires pris par les pays lors de la COP 21 conduisant à un réchauffement climatique global entre 3 et 4 °C et à des impacts irréversibles sur les ressources en eau dans certaines régions du monde constituent une alerte supplémentaire pour une vigilance de tous les instants pour que les pays renforcent rapidement leurs ambitions.

La communauté internationale de l'eau a bien compris l'immensité des défis à relever en mettant en place un panel de Chefs d'Etat dédié à l'eau et la campagne #Climateiswater de plaidoyer et de sensibilisation sur le lien entre l'eau et le changement climatique. Le Partenariat Français pour l'eau, la plateforme des acteurs publics et privés français chargée de contribuer à ce que l'eau figure bien dans les actions prioritaires de la communauté internationale, apporte de nombreuses contributions à cette dynamique nouvelle.

## LES ÉVÉNEMENTS CLÉ EN 2016 POUR L'EAU AU PLAN INTERNATIONAL

**22 MARS** Journée mondiale de l'eau

**25-26 MAI** HydroGaïa (Montpellier)

**MAI (TBC)** Sesame 4 (Maroc)

**JUIN** MedCop22 (Maroc)

**JUILLET** Evènement “Eau & Climat” préparatoire à la COP 22 au Maroc (Rabat)

**JUILLET** Adoption des indicateurs de l'Agenda post-2015 lors du High Level Political Forum (New York)

**AOÛT** Semaine Mondiale de l'eau (Stockholm)

**13 SEPTEMBRE** Assemblée Générale des Nations unies (New York)

**17-20 OCTOBRE** Habitat III, Quito (Equateur)

**7-18 NOVEMBRE** COP 22, Marrakech (Maroc)

**4-17 DÉCEMBRE** Conférence sur la biodiversité (CDB) COP 13 à Los Cabos (Mexique)

